

PRÉSIDENTENCE- RÉUNION

Le Président de la République préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

P. 24

CNES

Appel à "exploiter la double crise sanitaire et énergétique pour engager les réformes profondes"

P. 4

DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES

Naftal rassure sur la disponibilité des carburants

P. 24

REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Développer les capacités de résilience de l'Algérie

Le président Tebboune a présidé hier un conseil des ministres consacré, en grande partie, à l'examen de la situation de secteurs sensibles, en ces temps de pandémie mondiale de coronavirus. Outre un effort particulier - 100 millions de dollars - pour le renforcement des capacités de prévention et de soins du secteur de la santé, il a été également décidé d'adopter un train de mesures pour la réduction de la dépense publique. Face à la chute sensible des revenus pétroliers, Tebboune a insisté sur la nécessité de débarrasser les futures générations de cette "dépendance".

P. 3

DKnews



PRODUITS LAITIERS

Danone Djurdjura Algérie maintient l'approvisionnement du marché national

P. 2

SERVICES BANCAIRES

Le CPA assure les prestations

P. 2

PÉTROLE

Les prix en nette baisse après l'échec du plan de relance américain

P. 7

PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Plus de 15.000 morts à travers le globe

P. 11

SANTÉ

MAL DE DOS Un classique de la grossesse !

P.p 12-13

FOOTBALL

BRÉSIL Les clubs de foot prêtent leurs installations aux autorités sanitaires

P. 22



INTERNET Facebook réduit ses débits en Europe pour éviter la congestion de l'Internet

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Destruction de douze casemates pour terroristes à Batna

P. 24

MÉDIAS - DÉCÈS

Décès de Azzedine Boukerdous, ancien directeur du quotidien Echaâb



L'ancien directeur général du quotidien national arabo-phonie, Echaâb, Azzedine Boukerdous, est décédé à l'âge de 76 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris lundi auprès de ses proches. Le défunt qui fait partie de la première vague de journalistes de l'Algérie indépendante, a eu un riche parcours dans le domaine du journalisme où il a occupé plusieurs postes au sein de la télévision algérienne avant de se voir confier la direction générale du journal Echaâb, poste qu'il a assumé jusqu'en 2012.

TIZI-OUZOU - COVID-19

Mise en place d'un dispositif de transport au profit des médicaux et des fonctionnaires

Un dispositif de transport sera mis en service dès lundi à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, au profit du personnel de la santé et des fonctionnaires réquisitionnés dans le cadre de la gestion de la pandémie de Coronavirus (Covid-19), a annoncé dimanche l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Dans un communiqué publié en soirée, il est indiqué qu' "un dispositif de transport pour permettre le déplacement du personnel du secteur de la santé aux établissements hospitaliers, ainsi que des fonctionnaires réquisitionnés dans les secteurs prioritaires, pour la gestion des différents aspects de la crise sanitaire sera mis en place dès demain". La décision a été prise lors d'une réunion dimanche qui a regroupé le chef de l'exécutif local, Mahmoud Djamaa, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et le directeur local du transport, qui leur a présenté un point sur la situation. L'objectif de ce dispositif, est-il souligné, est de "permettre un meilleur fonctionnement de ces établissements et d'assurer la continuité des différents services de l'Etat après l'arrêt de toutes les activités de transport public ou privé des voyageurs. A cet effet, est-il ajouté de même source, "l'ensemble des président des assemblées populaires communales (APC) sont sollicités pour contribuer à la réussite de ce dispositif" qui vise à assurer la continuité des services vitaux tout en permettant le confinement pour briser la chaîne de transmission du virus et prévenir la propagation de la pandémie.

ORAN

Un brumisateur pour neutraliser les mauvaises odeurs utilisé pour la stérilisation des espaces publics

L'EPIC de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) d'Oran a utilisé un brumisateur pour la neutralisation des mauvaises odeurs et la désinfection des rues et espaces publics, en remplaçant le désodorisant par le chlore, a-t-on appris de la Direction locale de l'environnement.



Les essais du remplacement du désodorisant par le chlore ont été concluants et plusieurs espaces au niveau de la commune de Hassi Bounif ont été désinfectés dimanche matin, a indiqué à l'APS Mme Samira Dahou. "L'appareil peut désinfecter de grandes surfaces en peu de temps, a expliqué Mme Dahou, ajoutant que l'initiative continuera pour toucher toutes les localités et espaces publics de Hassi Bounif. Cet équipement destiné à la neutralisation des mauvaises odeurs au niveau de l'environnement du CET, a été utilisé exceptionnellement en dehors du centre, pour participer à la lutte contre la propagation du Coronavirus, a-t-on expliqué.

PATRONAT - CORONAVIRUS

La CAP met à disposition de l'Etat des moyens pour la prise en charge des malades

La Confédération algérienne du Patronat (CAP) met à disposition de l'Etat des moyens pour la prise en charge des malades, a indiqué lundi l'organisation patronale dans un communiqué.

La CAP met à disposition des collectivités locales du pays des moyens liés au transport de malades, des lits, des repas quotidiens et des moyens logistiques.

"Dans la lignée de toutes ses actions envers la nation, la CAP, ses structures de wilayas ainsi que toutes ses entreprises adhérentes, à l'instar de la société Modpub Construction et DLE Hassi Messaoud, s'engage en solidarité avec toutes les collectivités locales du pays à mettre à disposition leurs moyens respectifs", précise la même source.

ROUTES - ACCIDENTS

35 morts et plus de 1000 blessés en une semaine (Protection civile)

Trente-cinq (35) personnes ont trouvé la mort et 1.183 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période du 15 au 21 mars à travers le territoire national, indique lundi un bilan de la Protection civile.

Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya de Jijel où on dénombre 6 personnes décédées et 50 autres blessées, précise-t-on de même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour procéder à l'extinction de 609 incendies urbains, industriels et autres.

LAIT - APPROVISIONNEMENT

Danone Djurdjura Algérie maintient l'approvisionnement du marché national

L'entreprise Danone Djurdjura Algérie assure poursuivre l'approvisionnement du marché national en produits laitiers grâce notamment au maintien de sa collecte de lait auprès des éleveurs nationaux, a indiqué dimanche le directeur général de cette entreprise, Hervé Barrère, dans un communiqué.

"Dans ce contexte particulier et difficile que traverse notre pays, nous, Danone Djurdjura Algérie (DDA), tenons à rassurer nos consommateurs, ainsi que les 900 éleveurs qui nous fournissent quotidiennement 150.000 litres de lait, que nous continuerons à collecter du bon lait frais pour assurer la pérennité de cet écosystème fragile, et que nous continuerons par conséquent à fournir l'ensemble de nos produits laitiers frais à nos consommateurs".

DDA a souligné son engagement "à contribuer de façon active et responsable dans le combat que mène l'Algérie dans cette épreuve en poursuivant notre activité tout en prenant soin de nos collaborateurs, tous conscients de leur devoir dans le respect absolu des gestes barrières".

"Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a insisté sur l'importance de respecter les gestes barrières pour réduire la contamination et assurer l'approvisionnement en produits essentiels tels que les produits pharmaceutiques et les produits alimentaires", rappelle la même source.

Selon cette entreprise, cette mission est pour elle "une priorité absolue", notamment à travers le maintien de la collecte auprès des éleveurs et la disponibilité des produits laitiers frais, le tout dans le respect le plus strict des règles d'hygiène.



BANQUES - FINANCES

Le CPA poursuit ses services dans le strict respect des mesures de prévention



Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) assure la continuité de ses services, tout en mobilisant les moyens de prévention préconisés par les pouvoirs publics contre la propagation du coronavirus, a-t-il annoncé dimanche dans un communiqué.

"Dans le cadre des dispositions et mesures prises par les autorités publiques pour endiguer la propagation du COVID-19, le CPA informe sa clientèle sur la continuité de service au niveau de l'ensemble de ses services centraux et agences réparties sur le territoire national, tout en les dotant en produits et articles nécessaires pour la prévention contre la propagation de la pandémie", a assuré la banque publique.

Ces dispositions et mesures, est-il indiqué, sont "renforcées par des décisions prises en interne" (au sein de la Banque) par la mise en place d'un dispositif adéquat de veille, de suivi et d'évaluation de l'application de ces dernières en rapport avec le contexte.

Et d'ajouter, "Ce dispositif implique notamment le corps médical des différents centres médico-sociaux de la Banque".

Aussi, le CPA exhorte son aimable clientèle à conjuguer ses efforts avec ceux fournis par son personnel en vue de lutter ensemble contre la propagation de cette pandémie en respectant les consignes appliquées dans ses enceintes.

TIZI-OUZOU

Mobilisation des comités de villages pour le confinement sanitaire

Des comités de villages et autres organisations de la société civile à Tizi-Ouzou, se mobilisent pour faire appliquer le confinement sanitaire contre le coronavirus (Covid-19) des populations afin de limiter sa propagation.



Au titre de cette initiative, des groupes de jeunes ont été mobilisés par les comités de villages, où se sont portés volontaires, pour contrôler les entrées et sorties vers leurs villages, en procédant systématiquement à la désinfection des véhicules qui y arrivent et des passagers.

des appels au confinement sont lancés via hauts parleurs, pour convaincre les villageois de rester chez eux. C'est le cas à Zounga (commune d'Illiltin), M'raghna (Illoula Oumalou), Taourirt Mokrane (Larbaa n'Ath Irathen) et Ath Argane (Agoumi Gueghrane), Aourir, Tililit, Tasga Meloul, Ighil Bougni (Ain El Hammam), entre autres, qui ont décidé de réduire au plus urgent, les déplacements de leurs concitoyens et de contrôler voire interdire l'accès vers ces villages sauf pour les cas "d'extrême urgence".

Parallèlement, et afin de venir en aide aux personnes âgées et celles ayant des maladies chroniques, notamment, qui doivent rester confinées durant cette période pandémique, des citoyens se proposent de leur livrer gratuitement à domicile, les denrées dont elles ont besoin. Des commerçants se joignent aussi à cette démarche lancée, entre autre, à Tigzirt, Ath Aissi, Souk El had (Timizart).

Les opérations de désinfection des espaces publics, par les citoyens et les différentes institutions se poursuivent avec l'implication depuis hier (dimanche) de la sûreté de wilaya qui a mobilisé ses moyens humains et matériels à cet effet. Les appels au confinement se poursuivent avec plus d'insistance à travers les localités de la wilaya.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République a présidé hier une réunion du Conseil des Ministres consacré à l'examen de la situation de certains secteurs sensibles, notamment en cette période de lutte contre le coronavirus et à la prise de décision pour renforcer les capacités de l'Algérie à faire face à cette crise sanitaire sans précédent.

Le Conseil a entamé ses travaux en écoutant un exposé présenté par le Premier ministre sur l'action gouvernementale au cours des deux dernières semaines, avant d'écouter une communication du ministre des Finances sur la situation financière prévalant dans le pays, suite à laquelle le président de la République a fait part au conseil des ministres de sa décision de reporter l'examen du projet de loi de Finances complémentaire jusqu'à l'évaluation des répercussions des mesures financières prises au niveau du Gouvernement, ainsi que l'évolution de la situation dans le monde.

Un plan de réduction de la dépense publique

En attendant, le président de la République a annoncé les mesures qui suivent à mettre en œuvre dans l'immédiat: - Réduction du montant de la facture d'importation de 41 à 31 milliards de dollars.

- Réduction des dépenses du budget de fonctionnement de 30% sans toucher les charges et salaires.

- Arrêt de la conclusion des contrats d'études et de services avec les bureaux étrangers, ce qui épargnera à l'Algérie près de sept (7) milliards USD/an.

- Report du lancement des projets inscrits ou en cours d'inscription, dont la réalisation n'a pas encore été entamée, à l'exception des projets prévus pour les zones de l'ombre, ainsi que le projet relatif à l'étude pour la réalisation d'un hôpital anti-cancer à Djelfa.

- Maintien des dépenses relatives au secteur de la santé, tout en renforçant les moyens de lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus et les maladies épidémiques en général.

- Maintien du niveau de dépenses liées au secteur de l'éducation.

- Prise en charge, lors de l'élaboration de la loi de Finances complémentaires, des pertes subies par les opérateurs en raison de la propagation du coronavirus.

- Le groupe Sonatrach chargé de réduire de 14 à 7 milliards de dollars, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement afin de préserver les réserves de change.

- Encourager davantage d'intégration financière en facilitant l'octroi des crédits et en se focalisant sur la numérisation et les produits innovants.

- Encourager les produits financés à travers les dispositifs de la finance islamique et œuvrer à la promulgation, par la Banque d'Algérie (BA), des textes réglementaire y afférents.

- Accélérer le recouvrement des impôts et taxes ainsi que les crédits octroyés par les banques publiques.

- Prioriser, pour le secteur de l'Agriculture, l'investissement dans les produits agricoles assurant la sécurité alimentaire du pays.

Il s'agit ici d'encourager les filières céréalières, notamment le maïs, ainsi que les filières à même de couvrir les besoins nationaux en sucre, huile et céréales.

Dans ce cadre, le Président de la République a chargé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural de mettre en place, à court terme et avant la fin de l'année en cours, un mécanisme sous forme d'un office ou autres en vue de relancer promouvoir les investissements agricoles qu'il soient nationaux, étrangers ou mixtes.

Sortir de la dépendance aux hydrocarbures

Le Conseil des ministres a procédé ensuite à l'examen et à l'adoption des points inscrits à l'ordre du jour.

Le premier exposé a été présenté par le ministre de l'Energie concernant la situation qui prévaut au sein des marchés pétroliers mondiaux et son impact suite au non-respect par certains pays pétroliers du plafonnement à compter du début du mois prochain, alors qu'ils avaient approuvé auparavant, d'où la chute de plus de 50% des prix en mars, comparé au mois de janvier dernier.

Concernant cette situation qui fait actuellement l'objet de contacts au plus haut niveau au sein de l'OPEP pour la surmonter, l'exposé comporte plusieurs mesures prévoyant notamment, l'augmentation au plus haut niveau de la production des engrais, le renforcement des prestations de transport maritime des hydrocarbures au niveau international, l'examen



de la possibilité d'exportation de l'électricité à certains pays voisins, la réduction des importations du secteur au maximum, le report de certains projets d'investissement ne revêtant pas un caractère urgent, particulièrement les centrales électriques, et le gel des appels d'offres lancés pour l'acquisition des équipements des transports, à même d'économiser un (1) milliard USD.

Intervenant au terme de cet exposé, le président de la République a affirmé que le recul des recettes algériennes d'exportation des hydrocarbures était une réalité liée à l'évolution de la pandémie du Coronavirus que connaît le monde, assurant que nous devons nous préparer sérieusement pour surpasser les répercussions de la crise économique mondiale.

Si pour ce faire, nous sommes appelés à revoir l'ordre des priorités de l'élan économique, ça ne doit en aucun cas affecter les axes vitaux des plans nationaux de développement, notamment ceux portant sur les acquis sociaux à l'instar du niveau de vie du citoyen, des salaires et retraites et des postes d'emploi, a-t-il souligné.

Et d'ajouter, c'est également une occasion pour nous de prendre conscience de la vulnérabilité de notre économie nationale, en raison de notre négligence pendant des décennies à la libérer de la rente pétrolière, indiquant qu'il est impératif de mettre un terme aux mauvaises pratiques qu'a inculquées la période de l'aisance financière, à l'exemple du gaspillage, de l'esprit dépendantiste, de l'indifférence et de surconsommation.

Se débarrasser de ces pratiques demeure un devoir noble pour nous tous afin de passer sérieusement, collectivement et définitivement vers l'édification d'une nouvelle économie fondée sur la diversification des recettes, la protection de la production nationale, l'économie du savoir et la concrétisation de la transition énergétique.

Et ce, a-t-il expliqué, pour que le destin de toute une nation ne soit pas à la merci des fluctuations des marchés pétroliers, c'est dire la menace que cela peut constituer vis-à-vis de notre subsistance quotidienne et de la souveraineté nationale.

Le président de la République a de nouveau mis l'accent sur l'impératif de mobiliser les énergies et les efforts, de sacrifier le travail, de faire preuve de haut degré de citoyenneté et de responsabilité et de se surpasser pour édifier une nouvelle économie qui mettra les générations futures à l'abri de la dépendance, en leur garantissant un bien-être durable loin de la grâce des étrangers, et en évitant une action que l'histoire ne nous pardonnera jamais.

100 millions de dollars pour les produits pharmaceutiques

Par la suite, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a présenté un exposé sur la pandémie du Coronavirus, à travers lequel il a démontré comment sont concrétisées sur le terrain les mesures annoncées pour contrer ce virus et protéger les citoyens.

Des mesures appliquées à travers le renforcement du contrôle sanitaire au niveau des centres frontaliers terrestres, maritimes et aériens, la sauvegarde du réserve nationale stratégique en produits médicaux, la définition des hôpitaux pouvant transférer leurs lits en lits de réanimation en cas de nécessité.

Il est question également de doter les services spécialisés pour les cas suspects et confirmés, de matériels nécessaires pour la prise en charge des patients, d'augmenter les capacités de dépistage et de diagnostic via le recours de l'Institut Pasteur à l'aide des deux laboratoires d'Oran et de Constantine, en cours d'équipement.

Outre les mesures prises pour équiper les lieux réservés au confinement sanitaire au sein des hôtels, des complexes touristiques, des espaces économiques et autres, l'exposé a fait état de procédures de lutte contre les spéculateurs qui, profitant de la panique installée chez les citoyens, dissimulent les produits et moyens de prévention pour créer la pénurie, puis élever les prix.

Le secteur de la Santé compte à l'échelle nationale 82.716 lits, dont 2500 lits réservés aux patients contaminés au niveau de 64 services d'infectiologie, 247 services de médecine interne, 79 services de pneumologie, 100 services d'autres spécialités et 24 services de réanimations de 460 lits.

De surcroît, le secteur dispose de 5787 appareils de respiration artificielle et d'anesthésie-réanimation, répartis comme suit:

- 3333 appareils de respiration artificielle,
- 2390 appareils d'anesthésie-réanimation,
- 64 ambulances équipées d'appareil de respiration artificielle.

Tous ces moyens, renforcés par les appareils de respiration artificielle en cours d'achat, seront mis en service en cas de nécessité dans les établissements sanitaires pourvus de personnel soignant et de moyens médicaux.

Après un large examen de cette question, le président de la République a ordonné la consécration d'un montant de 100 millions de dollars pour accélérer l'importation de tous les produits pharmaceutiques en quantité suffisante, voire davantage d'équipements de protection et d'appareils d'analyse chimique (test), avec la mise à contribution de nos missions diplomatiques dans la recherche de leurs exportateurs à travers le monde.

Il a appelé à accorder la priorité absolue, dans leur distribution, aux corps médical et paramédical et aux auxiliaires de santé qui sont, au quotidien, en contact direct avec les cas contaminés.

Ce montant s'ajoutera à ceux promis à cet effet par le Fonds monétaire international (100 millions de dollars) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (32 millions de dollars).

Il a également enjoint à toutes les institutions de l'Etat et à leurs services d'augmenter le niveau de vigilance et d'alerte au maximum et de veiller à coordonner leurs actions en permanence afin que les citoyens soient rassurés car tout laxisme et toute négligence retardent les efforts fournis pour sauver la vie des patients contaminés et augmentent la propagation de l'épidémie.

Le président de la République a rappelé la première responsabilité incombant aux citoyens quant à la discipline et au respect des mesures préventives, appelant à sévir avec rigueur contre quiconque enfreint ces consignes afin de préserver l'intégrité de la nation.

Le Président a réitéré ses vifs remerciements à tous les fonctionnaires de la santé, parmi les spécialistes, les médecins et le corps paramédical ainsi que la protection civile, les agents de l'Etat et le mouvement associatif et les services de sécurité pour leurs efforts consentis dans le cadre de la lutte contre la propagation

de la pandémie et la préservation de la santé du citoyen, affirmant que leurs efforts et leurs sacrifices ne seront pas vains, car l'Etat qui est, aujourd'hui, fier d'eux leur sera grandement reconnaissant, demain, lorsque la crise s'estompera et que la vie reprendra son cours normal.

De même qu'il a présenté ses remerciements aux initiateurs pour leurs bons actes, qu'il s'agisse du nettoyage des rues, de la désinfection des espaces et lieux de rassemblements, de la dénonciation des spéculateurs ou de leur contribution par leurs recherches dans les laboratoires. Il a salué tout effort visant à faire prévaloir l'intérêt de la Nation en cette conjoncture difficile et toute mesure préventive prise pour protéger sa personne et sa société.

L'Etat se prépare à toutes les éventualités pour interdire et lutter contre la propagation de la pandémie que nous surmonterons, avec l'aide de Dieu, en faisant preuve de calme, de solidarité, de discipline et de patience.

Le Président a condamné avec force les plumes et voix qui s'élèvent uniquement pour verser dans l'alarmisme, semer le doute et saper le moral du citoyen auxquels correspond le verset du Coran: « Il y a dans leurs cœurs une maladie, et Allah laisse croître leur maladie ».

Il a également ordonné le ministre de la Communication à prendre toutes les mesures pour interdire la diffusion de toutes statistiques sur la situation des cas atteints à travers le pays, en dehors du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, étant l'unique instance habilitée à le faire en coordination avec le ministère de la Communication.

Pour une numérisation accélérée de l'administration

Le ministre de la Micro entreprise, des startups et de l'économie de la connaissance a, par la suite, présenté un exposé sur la numérisation de l'administration, proposant dans ce sens, un projet dénommé « initiative pour la transition numérique » qui s'appliquera à plusieurs niveaux, tels la numérisation de l'administration centrale, des documents et des formulaires administratifs, la généralisation des bases de données sur la base du numéro d'identification national (NIN), la création d'un tableau de commande pour la prise de décisions et la suivi des projets gouvernementaux, outre la modernisation du réseau internet gouvernemental intranet pour assurer la liaison entre les ministères.

Cette initiative propose un nombre de mesures pratiques, dont un projet de plateforme numérique devant permettre aux citoyens de réserves des sièges dans le secteur du transport via internet et permettre la création des numéros d'identification numériques pour les sociétés de transport et les chauffeurs et assurer le suivi en temps réel des itinéraires grâce à la géolocalisation.

Cette opération est utile dans la collecte de données économiques à même d'aider à l'établissement de budgets prévisionnels indispensables au développement du secteur du transport.

Dans son intervention, le président de la République a donné son accord pour les propositions soumises et appelé à l'accélération de la généralisation de la numérisation en vue de faciliter l'introduction des moyens de gestion moderne de l'Etat et de la transparence totale au sein de l'ensemble des institutions de l'Etat.

Le Conseil des ministres a adopté, par la suite, un projet de décret exécutif portant déclassement de quelques 156 hectares de terres agricoles de faible rendement dans les wilayas d'Alger, Blida, Boumerdes, Médéa et d'Ain Témouchent et leur aménagement en projets de réalisation dans les secteurs de l'Habitat, Ressources en eau, Education nationale et des Affaires religieuses.

Le Conseil des ministres a également adopté la conclusion d'un marché de gré à gré simple entre le ministère de l'Habitat et un groupement d'entreprises nationales pour le parachèvement de travaux d'aménagement primaire de la ville nouvelle de Sidi Abdallah.

Avant de lever la séance, le Conseil des ministres a approuvé des décisions de nominations individuelles*.

EAU POTABLE

«50% de pertes à cause des fuites et des branchements illicites»

Près de la moitié du volume d'eau potable distribuée sur les réseaux est perdue, soit un manque à gagner de 26 milliards de dinars par an, à cause des fuites et des branchements illicites, d'où l'impératif de rationaliser l'utilisation de cette ressource vitale, a affirmé dimanche à Alger le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki.

Dans un entretien à l'APS, le ministre a précisé que "ces pertes sont principalement dues aux fuites et aux branchements illicites ou anarchiques, outre les pertes commerciales, relevant que la quantité d'eau potable facturée "s'élève à 1,8 milliard mètres cubes/an (4,5 millions de mètres cubes/jour) sur une production totale de 3,6 milliards de mètres cubes par an.

Le secteur s'attèle, a-t-il ajouté, à atteindre un taux de 80% en matière de préservation des eaux à travers la réparation, à moyen terme, des fuites.

Selon le ministre, le phénomène des branchements illicites est inacceptable pour les citoyens, car influant sur le quota des autres et sur leur droit à l'eau potable, d'où la nécessaire utilisation de techniques modernes pour recenser et dénoncer ces branchements en coopération avec les autorités locales de chaque wilaya.

Dans ce cadre, une application sera "bientôt" mise à la disposition des citoyens dans le but de contribuer au signalement des fuites et pertes d'eau et localiser les équipes d'intervention pour pouvoir dépêcher l'équipe la plus proche pour remédier à la fuite et suivre l'intervention des équipes en temps réel, a-t-il détaillé.

Cette application qui devra être lancée à partir de la wilaya de Blida une fois la situation sanitaire stabilisée, contient un programme GPS interactif "City leaks", disponible sur Playstore.

Il a été procédé, dans ce sens, à la mise en place d'un centre de contrôle à même de suivre les signalements des citoyens et les interventions des équipes de l'ADE et de SFAAL, ayant pour objectif la prise en charge des fuites, la réduction de la durée d'intervention et l'implication du citoyen dans l'opération d'économie de ce précieux liquide.

Répondant à une question sur l'efficacité des missions de la police des eaux sur le terrain, le ministre a fait savoir que le secteur œuvre actuellement à la révision du statut juridique de la police des eaux à même de renforcer son rôle, soulignant que cette dernière ne porte pas la qualité de police judiciaire, par conséquent son intervention était souvent limitée et exigeant l'intervention des autorités judiciaires.

Le secteur s'attèle, en outre, à l'introduction de nouvelles techniques consistant en la réhabilitation des réseaux à travers la gestion des canalisations à distance et la gestion automatique des zones de fuites, outre la création de filiales spécialisées devant prendre en charge les opérations de maintenance des équipements, du matériel et des canalisations à même de protéger les projets et les structures en cours de réalisation.

Le ministre a insisté sur l'impérative sensibilisation des citoyens quant à l'importance d'ancrer une culture environnementale pour préserver l'eau, vu le gaspillage de cette ressource en raison de l'utilisation des techniques traditionnelles d'irrigation agricole, d'où l'impératif de trouver des mécanismes à même d'imposer les techniques modernes aux agriculteurs.

Création d'une filiale mixte pour la fabrication de compteurs intelligents

Répondant à une question sur la modernisation des équipements et moyens de raccordement des ressources hydriques, le ministre a affirmé que le secteur a rouvert le dossier des compteurs intelligents avec lesquels des essais pilotes sont effectués pour vérifier leur efficacité dans le cadre d'un programme supervisé par l'Algérienne des eaux (ADE).

Il est prévu la création d'une filiale mixte de l'ADE chargée de la fabrication de ces compteurs intelligents en partenariat avec le Centre de développement des technologies avancées (CDTA) qui a développé un compteur intelligent pour le compte de Sonelgaz, ou d'un investisseur privé. Ce compteur sera généralisé aux reste des clients, une fois adopté et conformément aux moyens financiers disponibles.

Ces techniques modernes de gestion à l'image de la télécommande, de la réhabilitation des réseaux de distribution dans les villes et du système de détection géographique, peuvent contribuer à réduire de 30% les fuites d'ici à 2030. Répondant à une question sur la possibilité d'intégrer le système des robinets automatiques et de récupérer les eaux pluviales dans chaque maison, M. Berraki a indiqué que "tant que le prix de l'eau est loin de son véritable coût", le citoyen ne consentira aucun effort dans ce sens", soulignant que cette situation "n'empêchera pas le secteur de s'employer à sensibiliser les gens pour préserver cette ressource et utiliser des moyens économes en eau même dans les maisons".

APS

CORONAVIRUS

PANDÉMIE

Le CNES appelle à "exploiter la double crise sanitaire et énergétique pour engager les réformes profondes"

L'Algérie doit exploiter la double crise actuelle, sanitaire marquée par la propagation du coronavirus et énergétique caractérisée par la baisse des cours de pétrole, pour engager des réformes économiques et financières profondes, a indiqué dimanche à Alger le président du Conseil national économique et social (CNES), Rékha Tir.

Lors d'un point de presse, le président du CNES a fait savoir que l'Algérie doit avoir une vision juste sur le plan économique prenant en considération ce nouveau paradigme, marqué par une double crise, impliquant une forte pression sur l'économie et nécessitant des financements importants pour passer outre cette double crise.

Selon M. Tir, l'Algérie possède "une importante marge de manœuvre" permise par "une réserve de devise qui reste importante, de près de 62 milliards de dollars permettant à l'Etat de couvrir les déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements".

"D'autre part, dans le pire des cas et de manière exceptionnelle, le financement non conventionnel reste une option", a-t-il estimé.

De plus, selon le même responsable, il est possible pour l'Algérie d'exploiter cette double crise pour venir à bout du marché parallèle de la devise tout en baissant la valeur du dinar.

Il a également plaidé pour la poursuite de la numérisation des administrations du pays, principalement au niveau de la gestion informatique des dépenses de l'Etat et au niveau de l'administration fiscale afin



d'améliorer le recouvrement d'impôts.

Respecter la distanciation sociale pour empêcher la propagation du coronavirus

Par ailleurs, le président du CNES a appelé les citoyens à respecter la distanciation sociale entre eux, notamment à travers le confinement à leur domicile, pour empêcher la propagation du coronavirus à travers le pays.

"Nous insistons au niveau du CNES pour que les citoyens respectent les règles de confinement ainsi que l'ensemble des règles édictées par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière notamment à travers la commission de suivi de l'évolution de l'épidémie", a-t-il insisté, expliquant que l'application de ces recommandations est important dans le sens où cela contribue directement à réduire la propagation du virus.

"J'appelle ainsi les algériens en tant que citoyens, d'élites, d'associations et d'organismes de ne pas se trouver dans la rue dans ce contexte car cela ne contribue qu'à accroître la propagation de cette pandémie", a-t-il indiqué. D'autre part il s'agit, selon M. Tir, de ne pas exercer un surplus de pression sur les marchés commerciaux et économiques plus globalement, car cela risque de créer, a-t-il dit, des pressions importantes sur la chaîne d'approvisionnement. "Cette pression est

d'autant inutile que le gouvernement a de son côté assuré la disponibilité des marchandises et des services", a rappelé le même responsable.

Dans ce contexte, M. Tir a également appelé à ne pas surmener les personnels de santé à travers les établissements hospitaliers du pays "qui emploient des efforts considérables dans des conditions difficiles du point de vue personnel et social". Selon lui, exercer une importante pression sur le personnel médical engendrera une baisse du rendement des services de santé ce qui altérera le traitement de cette crise.

"Je demande aussi à l'ensemble des citoyens de s'approprier toutes les politiques de santé au niveau de leur domicile, au niveau des entreprises et dans la rue lorsqu'ils doivent s'y trouver", a-t-il ajouté.

M. Tir a en outre relevé l'avantage qu'a eu l'Algérie en ayant entrepris les principales mesures contre la propagation du coronavirus rapidement en profitant du retard de l'arrivée de la pandémie de l'Europe vers l'Algérie.

"Il faut actuellement valoriser ce retard en appliquant la distanciation sociale et en éliminant le réseau de transmission du virus", a-t-il plaidé.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

«Les médias appelés à diffuser les informations émanant du ministère de la Santé et du Comité scientifique»

Le ministère de la Communication a appelé l'ensemble des médias nationaux à diffuser les informations émanant uniquement du ministère de la Santé et du comité scientifique, récemment installé, relatives à l'évolution du Coronavirus et à la situation sanitaire générale et à éviter l'alarmisme qui entretient l'opinion publique et ce en application des instructions du Président de la République.

"En cette circonstance exceptionnelle que traverse le pays et le monde entier, le ministère appelle tous les médias nationaux (presse écrite et audiovisuelle) à diffuser les informations émanant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et du comité scientifique dont Pr. Djamel Fourar est porte-parole officiel, relatives à l'évolution de la pandémie du Coronavirus et à la situation sanitaire générale y afférente", a précisé le ministère de la Communication dans un communiqué rendu public lundi.

"Cela intervient en application des instructions du Président de la République prises lors de la réunion du Conseil des ministres, tenu le 22 mars 2020, fustigeant les voix défaitistes qui s'élèvent pour démorraliser les citoyens ainsi qu'à éviter les

fake news et la diffusion d'informations infondées", ajoute la même source.

"Tout ce qui sera diffusé en dehors de ce cadre sera considéré comme un acte alarmiste et une information tendancieuse délibérée attentant aux citoyens et à l'opinion publique, dont l'auteur assumera toute la responsabilité juridique et les poursuites judiciaires lancées à son encontre", ajoute le communiqué.

Le ministère a exprimé sa conviction que "les médias nationaux sont un partenaire à même d'instaurer un climat de sérénité et d'aider à surpasser cette épreuve difficile, que nous espérons passer, grâce à la conjugaison des efforts de l'Etat, de son peuple et de ses institutions".

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé, jeudi dernier lors de la réunion complémentaire de la séance de travail du 17 mars, de doter l'actuelle commission de vigilance et de suivi au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière d'un comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), composé d'éminents médecins spécialistes à travers tout le territoire national sous la supervision du ministre de la Santé,



de la Population et de la Réforme hospitalière, et dont la tâche consistera à suivre l'évolution de la pandémie et à en informer l'opinion publique quotidiennement et de manière régulière. L'épidémiologiste Pr. Djamel Fourar, Directeur général de la prévention au ministère de la Santé, a été nommé samedi Porte parole officiel de ce nouveau comité scientifique.

Cette commission regroupe les ministres de la Santé et de la Communication, le ministre délégué chargé de l'industrie pharmaceutique et nombre de spécialistes, notamment en infectiologie, pharmacie et médecine préventive.

La commission de la Fatwa appelle les citoyens au respect total des mesures préventives

La commission de la Fatwa a appelé dimanche les citoyens au respect total des mesures préventives décidées par les autorités officielles compétentes à la suite de l'évolution rapide du Covid-19. "Suite à l'évolution rapide du Covid-19 et à la lumière des décisions des spécialistes ayant mis en évidence la propagation rapide de cette pandémie et le lien de causalité directe dans la transmission de la contagion du fait du regroupement et du contact physique

entre les personnes, et au vu des préceptes de la Charia quant à l'impératif de préserver la vie et de parer à toutes les voies qui la mettent en péril, il est obligatoire du point de vue de la charia, que les citoyens évitent tout rassemblement public et privé, tels les fêtes de mariage, les obsèques, enterrements, les visites familiales, les visites aux malades et autres susceptibles de favoriser la prolifération de la pandémie", a indiqué la commission dans un communiqué.

Rappelant que le "monopole est l'un des péchés capitaux", la commission a salué "le sursaut de solidarité dont ont fait montre nos commerçants" et regretté "le comportement de certains d'entre eux qui ont exploité la situation critique, en augmentant les prix et en se livrant à des pratiques frauduleuses sur les marchandises".

En cette conjoncture critiques, nous appelons tous les citoyens à "plus d'entraide et de solidarité" et saluons, par là

même, "les efforts de l'Etat visant à assurer la disponibilité des marchandises et à interdire le monopole", ajoute la Commission. Saluant également "les commerçants ayant contribué à la stabilisation des prix et rassuré les citoyens", la Commission s'est félicitée, par ailleurs, "des efforts énormes de la corporation médicale et des différents organes de sécurité et de la Protection civile, qui veillent tous à la sécurité des citoyens, en cette conjoncture difficile".

CORONAVIRUS

BEJAIA Mobilisation à Tazmalt d'ateliers de couture pour produire et distribuer gratuitement des bavettes

Des ateliers de confections et de coutures féminines sont mobilisés depuis quelques jours à Tazmalt, à 80 km à l'ouest de Bejaia, pour produire, distribuer gratuitement, des bavette et aider à réduire sa rareté sur le marché et dans les officines pharmaceutiques.

Pas moins de 10.000 unités ont déjà été fabriquées et ventilées à travers les quartiers de la ville et ses villages environnants, apprend-t-on des associations locales.

"Au départ, l'initiative est venue de quelques ateliers. Puis, la concertation aidant, et face à la pénurie de bavettes et la panique qu'elle a suscitée, l'idée a fait tache d'huile.

On en est désormais à une vingtaine d'ateliers et d'associations avec l'objectif de produire le maximum", explique l'une des gérantes, Mme Ouali.

A l'évidence, la pertinence de ce projet et de son succès n'ont pu avoir lieu sans l'implication du mouvement associatifs et de nombreux bénévoles, qui se sont accordés pour venir, chacun y apporter son aide, notamment l'offre de fils, de latex, ou de tissus et mêmes des fonds.

Même la municipalité s'y est ad jointe pour lui donner plus d'ampleur, en apportant aide matérielle et en



coordonnant les actions intermédiaires, a-t-on fait savoir. Après avoir destinée les premières fournées aux particuliers, les initiatives regroupées sous le label de "collectif des femmes de Tazmalt" entendent orienter l'essentiel de leur production, dès ce dimanche, vers les structures environnantes de la région qui englobe aussi la localité voisine d'Ath-mélicheke.

Ces masques comprennent plusieurs modèles fait

soit en papier soit en tissu, utilisable sur un temps court ou utilisant en protection sur une durée de temps importante.

Par ailleurs, il est à noter, que parallèlement à cette action, plusieurs organismes et établissements économiques ont décidé, à l'issue d'une réunion, tenu ce matin à la wilaya, de s'associer pour contribution à lutter contre la pénurie qui frappe certains produits dont la bavette, les gants et

le gel hydro-alcoolique. Ainsi, il a été retenu l'option de produire et de livrer au public dans les meilleurs délais 120.000 bavettes, 10.000 flacons de gel et 50.000 paires de gants.

Au cœur de cette initiative, figure, entre autre le complexe "Alcost", spécialisé dans la production de costumes et chemises, et des unités industrielles affiliées au Forum des Chefs d'entreprises (FCE), indique un communiqué de la wilaya.

ANNABA Plan spécial de transport des travailleurs des secteurs vitaux

Un plan spécial de transport des travailleurs des secteurs vitaux, notamment la santé, a été adopté dimanche dans la wilaya de Annaba, a-t-on appris au cours d'une réunion de suivi et d'évaluation présidée par le wali, Djamel-Eddine Berimi.

Pour les personnels de la santé, le plan prévoit la désignation de points de ramassage précis pour les transporter vers les établissements hospitalo-universitaires "Dorbane", "Ibn Rochd" et "Ibn Sina" et les hôpitaux spécialisés d'El Hadjar, Ain Berda et El Bouni, a-t-on indiqué.

Dans une première étape, 15 autocars ont été mobilisés pour le transport

des personnels de la santé, a indiqué le directeur des Transports, Abdelmalek Djouini, soulignant que "davantage de bus peuvent être mobilisés et affectés aux structures sanitaires en fonction des besoins".

Le wali a insisté sur l'application des mesures sanitaires d'hygiène et de désinfection des moyens de transport et le respect de la distance entre les personnes par la réduction du nombre de personnes par bus et l'augmentation du nombre de véhicules de transport.

180 bus ont été recensés pour le transport des travailleurs des divers secteurs économiques, incluant les

moyens de transport du complexe Sider-El Haddjar, de Fertial et de l'entreprise portuaire, a-t-on ajouté.

Cinq (5) cas d'infection par Covid-19 sont enregistrés à ce jour dans la wilaya de Annaba. Et, quatre centres avancés spéciaux à Annaba, El Hadjar, Ain Berda et El Bouni, encadrés par des médecins spécialistes pour alléger la pression sur le service des maladies infectieuses de l'hôpital Dorbane ont été ouverts. Plus de 200 personnes rapatriées de l'étranger, notamment de la Tunisie, sont actuellement placées en confinement sanitaire à Seraïdi et Annaba à titre préventif, a-t-on également rapporté.

SIDI BEL ABBÈS Saisie de 159 quintaux de farine destinés à la spéculation (gendarmerie nationale)

Un total de 159 quintaux de farine (blé tendre) a été saisi par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Telmouny (wilaya de Sidi Bel-Abbès), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

La quantité de marchandise a été saisie en coordination avec des agents de l'inspection du commerce, dans d'un entrepôt privé.

Après vérifications, les agents du commerce ont dé-

couvert que le propriétaire ne disposait pas de registre de commerce pour exercer cette activité. La quantité de farine était emballée dans des sacs de 10 kg. Des mesures judiciaires seront prises à l'encontre du commerçant. Par ailleurs, les services du commerce de Sidi Bel Abbès poursuivent leurs sorties d'inspection des locaux commerciaux en vue de contrôler le niveau de respect de l'application des dispositions et mesures préventives dans le cadre



des actions de la commission de wilaya multisectorielle, installée lundi dernier

pour activer le système de suivi et contrôle du Coronavirus et sa propagation.

ADRAR De nombreuses opérations pour renforcer les installations et prestations du secteur de la Poste

Plusieurs structures vont renforcer le secteur de la Poste dans la wilaya d'Adrar pour améliorer les prestations proposées aux citoyens, a-t-on appris lundi de la direction locale d'Algérie-Poste (A.T).

Inscrits au titre des différents programmes de développement, ces projets visent la promotion des prestations et l'amélioration de la couverture en terme de densité postale, a indiqué à l'APS le directeur de l'unité d'A.T de la wilaya d'Adrar, Ahmed Cheikh.

Le secteur s'est vu accorder l'an dernier la réalisation de cinq (5) nouveaux bureaux de poste à lancer prochainement dans les zones d'ombre des communes frontalières de Bordj Badji Mokhtar et Timiaouine, ainsi que dans les communes de Reggane, Timi et Cherouine, portant ainsi le nombre de ces structures à 83 bureaux à travers la wilaya.

Le programme du secteur prévoit également des opérations de réaménagement et d'extension de certains bureaux au niveau des ksour de Tilaouline (commune d'Anzedjemir), Ksar El-Djedid (Tamest), Zaouiet Sidi Abdelkader (Fenoughil) et Oquadjelane (Tissabit), pour contribuer à l'amélioration des conditions d'accueil du public et la création de nouveaux emplois.

D'autres opérations sont retenues au titre des différents programmes de développement pour l'année 2020 et consistant en la réalisation d'un nouveau bureau de poste dans la localité d'El-Caid près de Zaouiet Sidi El-Hadj Hassen (commune d'Anzedjemir), à la satisfaction des citoyens, adeptes et pensionnaires de la zaouïa et de son école coranique.

En plus d'un projet d'extension et de réhabilitation du bureau de poste de la commune de Timimoun (nord d'Adrar), les services d'A.T prévoient d'inscrire des structures similaires au profit des régions enclavées et des zones d'ombre, en vue de la prise en charge des doléances des collectivités locales et de la société civile locale.

Aussi, pour améliorer ses prestations postales, le secteur a été doté au mois de mars courant d'un bureau de poste mobile en faveur de la wilaya déléguée de Timimoun, en attendant l'achèvement des procédures administratives pour l'acquisition de deux autres bureaux de même type pour la wilaya déléguée frontalière de Bordj Badji Mokhtar (Sud de la wilaya) et de la commune d'Aoulef dans la région du Tidikelt (Est de la wilaya), en vue de se rapprocher davantage des citoyens et leur faciliter la tâche, notamment les personnes âgées et celles aux besoins spécifiques.

Selon les responsables d'A.T d'Adrar, les ressources humaines du secteur ont également été renforcées en 2019 par le recrutement de jeunes par le biais des agences locales de l'emploi.

L'entreprise s'emploie à promouvoir ses prestations pour se mettre au diapason de la modernisation et du numérique, notamment en matière de prestations électroniques, de commerce électronique (E-commerce) et de l'économie du savoir.

Face à la situation sanitaire actuelle due à la propagation du nouveau coronavirus, l'entreprise a pris une batterie de mesures préventives portant notamment sur la désinfection de l'ensemble des bureaux de poste et la dotation de leurs travailleurs d'équipements préventifs nécessaires (bavettes, gants et gel hydro-alcoolique).

Elle signale, par ailleurs, l'équipement prochain des bureaux de poste en caméras thermiques auxquelles se soumettront à titre préventif les travailleurs et le public, en sus de la sensibilisation des clients sur le recours aux prestations électroniques et aux distributeurs automatiques de billets de banque (DAB) pour éviter les déplacements aux structures postales.

AGRICULTURE - CORONAVIRUS

Les stocks de pomme de terre suffisants pour plusieurs mois (ONILEV)



L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a rassuré, lundi, que les stocks nationaux de pomme de terre étaient suffisants pour plusieurs mois.

"L'ONILEV appelle tous les citoyens à travers le territoire national à éviter toute panique et appréhension liée à l'insuffisance de cette denrée sur les marchés, durant les jours et les semaines à venir, d'autant que plusieurs opérations de collecte se déroulent dans diverses wilayas, outre les quantités stockées de cette denrée au niveau de l'ONILEV suffisantes pour plusieurs mois", a indiqué l'Office sur sa page Facebook.

Suite à la flambée des prix de la pomme de terre de consommation, durant la semaine dernière, l'ONILEV a procédé à l'approvisionnement du marché national par d'importantes quantités de cette denrée pour briser la spéculation et lutter contre la hausse des prix.

Cette opération, toujours en cours, a concerné les marchés de 21 wilayas dont 14 marchés de gros, en sus de l'ouverture de 25 points de vente directe au profit des citoyens, au prix de 30 à 40 DA/kg, d'où la baisse des prix sur les marchés.

A ce propos, l'ONILEV s'est engagé à assurer la régulation des marchés, en vue de lutter contre le monopole et la spéculation jusqu'à la fin de cette "épreuve nationale", appelant les consommateurs de la société civile à faire preuve de "cohésion et de solidarité particulièrement en cette conjoncture sanitaire que traverse le pays".

BANQUE - DEVICES - CHANGES

Cotations hebdomadaires des billets de banque



Voici les Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 22 mars 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	120,10	127,43
1 EUR	130,63	138,6
1 CAD	82,39	87,44
1 GBP	138,64	147,15
100 JPY	110,03	116,78
1 SAR	32,01	33,97
1 KWD	387,05	411,07
1 AED	32,69	34,70
100 CHF	12.375,22	13.136,07
100 SEK	1.149,31	1.219,67
100 DKK	1.748,28	1.855,33
100 NOK	1.007,05	1.068,88

APPUI DES PME ET DES MICRO-ENTREPRISES

Signature d'une convention entre le CPA et le FGAR

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a signé dimanche à Alger une convention avec le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) portant sur le renforcement et l'appui du dispositif de financement dédié à ce type d'entreprises.

S'exprimant à cette occasion, le directeur général de la CPA, Mohamed Dahmani a estimé que ces entreprises ont besoin d'un financement par les banques et les institutions financières, affirmant que cette convention permet de renforcer le mécanisme de financement des PME et des micro-entreprises qui ont été privées des financements bancaires.

Outre leur rôle dans la relance économique des pays, les PME contribuent à la création de la richesse et des postes d'emploi, a mis en exergue le DG de la CPA. Il existe entre 1,3 à 1,5 millions d'entreprises actives sur le territoire national dont 95% sont des PME et des micro-entreprises, a rappelé M. Dahmani, soulignant que le CPA finance 20% du tissu de ces entreprises, soit 100.000 entreprises.

Dans ce cadre, le responsable a fait état de la création d'un nouveau type de crédit destiné à l'appui de ces entreprises en coopération avec la Banque mondiale, ajoutant que cette dernière prendra en charge le renforcement de ce mécanisme de financement pour développer le rendement des PME.

A ce propos, il a indiqué que le CPA travaillait en coordination avec des experts de la Banque mondiale, énumérant sept (7) agences ayant procédé à la commercialisation de ce type de crédits agréés par la Banque mondiale.



Le CPA continuera à offrir ses services à travers ses 150 agences sur le territoire national, a déclaré M. Dahmani à l'APS, faisant savoir que les distributeurs automatiques resteront opérationnels 24h/24h et que les opérations internationales via la Banque d'Algérie seront également assurées.

Quant aux entreprises ayant déposé des demandes de crédit, M. Dahmani a précisé que "l'examen des dossiers était en cours, et il n'y a ni rupture ni gel sur ce plan". Le DG du CPA a tenu, par

ailleurs, à assurer que son établissement continuait à offrir ses services en cette conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie du Coronavirus.

Afin de se prémunir de ce virus, le responsable a fait savoir que le CPA avait pris une série de mesures pour contrôler la propagation du nouveau Covid-19, à savoir l'application des recommandations et décisions des autorités publiques liées à la prévention.

ENERGIE - SANTÉ - CORONAVIRUS

Le Groupe Sonatrach en "état d'alerte maximale" contre la pandémie (PDG)

Le Président directeur général (P-dg) du Groupe "Sonatrach", Toufik Hakkar a affirmé que la direction générale du groupe était "en état d'alerte maximale" contre la pandémie du coronavirus, indiquant que "l'entreprise travaille avec discernement + même si elle est parfois appelée à durcir les procédures pour protéger la santé de ses employés et contribuer aux efforts nationaux consentis pour protéger la santé publique.

"En cette circonstance sanitaire difficile que traverse notre pays, à l'instar de tous les pays du monde, en raison de la propagation du coronavirus (Covid-19), déclarée comme pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), je tiens à m'adresser à l'ensemble de nos travailleuses et travailleurs", lit-on dans le message adressé par le P-dg du groupe à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à propos du renforcement des mesures de sensibilisation et de prévention contre le Covid-19, et publié sur la page Facebook de Sonatrach.

Il a également ajouté que "même si la contamination en Algérie reste relativement modérée, cela n'a pas empêché Sonatrach de prendre, dès le début, toutes les mesures préventives nécessaires en application des directives et recommandations des autorités sanitaires nationales". Depuis l'apparition des premiers cas en Algérie, précise M. Hakkar, "nous avons suspendu les



voyages des étrangers envers nos installations et procédé à la prise d'une série de mesures préventives sur le terrain". Ces mesures consistent en l'intensification des opérations de nettoyage et de désinfection au niveau de tous les sites, la mise en place de gels hydro-alcooliques à l'accès des bases, et l'obligation pour les agents de nettoyage de porter des tenues de sécurité. La direction générale a veillé à la continuité de la production en préservant uniquement les employés principaux, soit au niveau des unités opérationnelles ou des sièges de l'administration et à l'arrêt des permanences dans les unités du Sud.

Le Groupe Sonatrach a en outre procédé à la restriction d'accès aux unités et bases de vie, la fermeture des réfectoires pour les remplacer par d'autres, demandant aux personnels qui ont des congés de les prendre sans toucher au fonctionnement des structures où ils travaillent. La direction générale a égale-

ment suspendu tous les stages au niveau de la direction et l'unité de travail jusqu'à nouvel ordre, décidant la réduction de ses réunions pour se limiter uniquement aux réunions principales. La Sonatrach a interdit les visites spéciales aux sièges du travail, appelant les structures de l'administration générale et des unités opérationnelles à informer la direction de la sécurité interne de planifier les visites, d'allonger la pause déjeuner.

Les départements supervisant les entreprises de construction ont été également invités à étudier la possibilité de réduire la main d'œuvre ou de suspendre les chantiers temporairement.

Le P-DG de la compagnie nationale des hydrocarbures a exhorté l'ensemble des travailleurs à faire preuve de vigilance, à rester mobilisés et à faire confiance à l'efficacité des mesures prises pour contrôler toute éventuelle évolution. Saluant le rôle sensible des départements de la santé,

de l'administration et de la sécurité de la Sonatrach, ainsi que la mission des fonctionnaires et cadres du secteur de la Santé, M. Hakkar a estimé que ces responsables "sont appelés à se serrer les coudes pour rehausser l'efficacité des interventions et faire face aux retentissements de cette situation épidémiologique".

Face à cette conjoncture critique que "nul ne peut nier", M. Hakkar a invité les travailleurs à avoir le sens du devoir et l'esprit patriotique en réduisant au maximum les risques de contamination.

Une démarche qui ne saurait se concrétiser, a-t-il poursuivi, sans le recours à la discipline, collective et individuelle, au calme et à l'assiduité, mais avant tout, "au respect impératif par chacun de nous aux recommandations et consignes des autorités sanitaires, seules habilitées à nous renseigner sur les pratiques à entreprendre en cette conjoncture et aux éventuels risques de l'évolution du virus".

A noter que la Sonatrach a pris, dimanche, une batterie de mesures préventives pour juguler le Coronavirus, à l'instar de "la mise en congé spécial payé" des femmes travailleuses, à l'exception de celles activant dans le médical, des femmes enceintes et de tous les travailleurs souffrant de maladie chronique, et le renforcement du plan de communication et de sensibilisation au niveau des unités du complexe", a appris l'APS d'une source responsable.

PRIX DE PÉTROLE

Le panier de l'Opep à 28,57 le baril

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi vendredi à 28,57 dollars le baril, contre 26,73 dollars jeudi, selon les données de l'Organisation publiées lundi sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement 13 bruts : le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Le même jour, le Brent de la mer du Nord coûtait 29,14 dollars à Londres, soit 67 cents de plus que jeudi. A New York, le prix du baril



de pétrole américain WTI, a redescendaient à moins de 23 dollars lundi, affaibli par un recul de la demande d'or noir en raison de la

pandémie de coronavirus.

Pendant ce temps, le Bras de fer se poursuit entre Ryad et Moscou suite à l'échec, le 6 mars, des négociations entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des producteurs hors Opep, à leur tête la Russie (Opep+).

Moscou avait refusé une limitation supplémentaire de la production de brut dans le cadre de l'accord qui lie l'Opep et ses alliés depuis 2016. Ryad avait riposté en procédant à la plus forte baisse de ses prix en 20 ans, déclenchant un séisme sur les marchés financiers.

INDUSTRIE AÉROSPATIALE

Airbus prévoit une "reprise partielle" lundi en France et en Espagne

Airbus prévoit une reprise partielle lundi de sa production en France et en Espagne après avoir réalisé des contrôles de santé et de sécurité liées à la propagation du coronavirus pendant quatre jours de suspension de l'activité, a annoncé l'avionneur dimanche dans un communiqué.

Airbus a effectué avec le soutien de ses partenaires sociaux d'importants travaux visant à garantir la santé et la sécurité de ses employés, tout en assurant la continuité de ses activités", a indiqué le constructeur qui avait annoncé mardi la suspension de sa production en France et en Espagne pendant quatre jours avec une reprise prévue lundi dans des "conditions strictes" permettant d'assurer la sécurité des salariés face à l'épidémie. Lundi, "seuls seront ouverts les postes de travail s'ils sont en totale conformité avec les nouvelles mesures de santé et de sécurité en matière d'hygiène, de nettoyage et d'auto-distanciation, tout en améliorant l'efficacité des opérations dans de nouvelles conditions de travail", a-t-il précisé. "Les postes de travail de nos sites français et espagnols ne rouvriront que s'ils sont conformes aux exigences", a-t-il poursuivi.

Airbus emploie 48.000 salariés en France et 2.700 personnes en Espagne.

"Des mesures similaires sont appliquées à tous les autres sites du groupe dans le monde, sans interruption totale des activités", a poursuivi l'avionneur.

La chaîne d'assemblage final de Tianjin en Chine a repris ses activités "en février" après une fermeture provisoire liée à l'épidémie de coronavirus, a ajouté Airbus, précisant qu'elle était "déjà désormais parfaitement opérationnelle". Le groupe a "fait don de plusieurs milliers de masques aux hôpitaux et aux services publics européens et a commencé à utiliser ses avions test pour acheminer de plus grandes quantités de Chine", selon la même source. "En outre, un A330-800 d'essai a transporté ce week-end environ 2 millions de masques médicaux de Tianjin vers l'Europe dont une large majorité sera donnée aux gouvernements espagnols et français", a-t-il précisé, ajoutant que "d'autres vols sont prévus dans les prochains jours".

BRÉSIL

Le Brésil injecte 11 milliards de dollars dans son économie

La banque étatique de développement BNDES du Brésil a annoncé récemment qu'elle allait injecter dans l'économie 55 milliards de réals, (11 milliards de dollars), pour protéger les emplois face à la crise sanitaire causée par le nouveau coronavirus.

"Ces quatre mesures injectent 55 milliards de réals dans le système financier brésilien", a annoncé le président de la BNDES, Gustavo Montezano, lors d'une conférence de presse par visioconférence au côté du chef de l'Etat d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Cette somme doit servir à financer durant six mois la suspension des paiements des intérêts et des crédits directs et indirects des entreprises brésiliennes à la BNDES, et à augmenter son offre de prêts aux PME.

"Nous reconnaissons que le virus doit être traité avec une attention particulière, il peut être fatal pour certaines couches de la société, comme les personnes les plus âgées ou ayant des problèmes de santé. Cela nous inquiète beaucoup. La vie (arrive) en premier lieu, mais ne pas perdre son travail est également très important", a déclaré le président Bolsonaro, qui sem blait faire évoluer son discours. Jusqu'à présent, ce dernier n'avait eu de cesse de minimiser l'épidémie et de dénoncer l'"hystérie" autour du Covid-19. Le Brésil, qui compte 210 millions d'habitants, est le pays le plus touché en Amérique latine, enregistrant 1.546 cas de contamination dont 25 décès. Pour éviter d'importer encore plus de cas, il avait fermé jeudi les frontières avec tous ses voisins, à l'exception de l'Uruguay. Cette exception est terminée, les gouvernements de Brasilia et de Montevideo étant convenus dimanche de fermer cette frontière. "Nous nous sommes mis d'accord" sur des décrets semblables, a déclaré dans un communiqué le ministre uruguayen des Affaires étrangères, Ernesto Talvi.

Les travailleurs frontaliers et personnes assurant le transport de marchandises peuvent franchir cette frontière. Le gouvernement brésilien avait annoncé le 16 mars un plan de 147,3 milliards de réals (26 milliards d'euros) pour soutenir l'économie du pays face à la pandémie. Cette somme doit servir, au cours des trois prochains mois, à soutenir les petites et moyennes entreprises et les familles à bas revenus ainsi que les retraités, a indiqué le ministre de l'Economie Paulo Guedes lors d'une conférence de presse à Brasilia.

GB - ÉNERGIE

Shell lance un plan d'économies et réduit ses investissements

Le géant des hydrocarbures Royal Dutch Shell a annoncé lundi un plan d'économies dont une réduction de 5 milliards de dollars de ses investissements face à l'épidémie de coronavirus qui contribue à faire plonger les cours du brut. Le groupe anglo-néerlandais explique dans un communiqué que l'ensemble de ces mesures, dont une réduction de coûts, doivent lui permettre d'améliorer ses finances à hauteur de 8 à 9 milliards de dollars.

Les prix du pétrole se sont effondrés ces dernières semaines entre chute de la demande pour cause d'épidémie et sur-

abondance de l'offre sur fond de mésentente entre l'Arabie saoudite et la Russie. "Il se peut que la combinaison d'une forte baisse de la demande de pétrole et d'une rapide augmentation de l'offre soit unique, mais Shell a traversé des périodes de volatilité du marché à de nombreuses reprises par le passé", souligne son directeur général Ben van Beurden. Ses dépenses d'investissement vont donc passer de 25 milliards de dollars cette année à 20 milliards maximum. Ses coûts vont être réduits par ailleurs de 3 à 4 milliards de dollars au cours des 12 prochains mois, mais le

groupe ne donne pas plus de précisions. En revanche, Shell maintient son programme de cessions d'actifs de plus de 10 milliards de dollars pour 2019 et 2020 mais son exécution dépend des conditions de marché. En outre, Shell décide de ne pas poursuivre la conduite d'un programme de rachats d'actions géant qui devait atteindre 25 milliards de dollars et est censé récompenser les actionnaires. Le groupe précise enfin qu'il se tient prêt à prendre d'autres décisions stratégiques si nécessaire pour s'adapter à "un environnement de marché en constante évolution".

AUSTRALIE - CHÔMAGE

Le spectre de la Grande Dépression s'empare de l'Australie

D'immenses files de chômeurs australiens se sont formées lundi devant les agences pour l'emploi alors que le Premier ministre Scott Morrison a dit redouter que la pandémie de coronavirus ne provoque une crise économique semblable à celle de la Grande Dépression. Après 29 ans de croissance économique, l'île-continent est proche de la récession en dépit d'un vaste plan d'aide de 189 milliards de dollars australiens (102 milliards d'euros).

Au premier jour de l'entrée en vigueur de la mesure de fermeture des pubs, des casinos, des églises et des salles de sport, des chômeurs très nombreux ont formé de longues files d'attente devant

les agences pour l'emploi de tout le pays, pour la première fois depuis des décennies.

Un site internet gouvernemental est tombé en panne à cause de l'affluence de personnes désireuses de s'inscrire pour percevoir leurs indemnités chômage, temporairement doublées à 295 euros pour deux semaines.

Près de 100.000 personnes ont essayé d'accéder à ce site au même moment, selon Stuart Robert, ministre des Services publics. Alors que des dizaines de milliers de personnes pourront perdre leur emploi, M. Morrison a déclaré que ses compatriotes faisaient face à une crise économique "sans précédent depuis la Grande

Dépression" provoquée par le krach boursier de 1929. "Au moment où nous parlons, ils font la queue devant les bureaux de Centrelink, une chose d'une ampleur inimaginable il y a seulement quelques semaines", a-t-il déclaré au Parlement.

"Ils ont perdu leur emploi, beaucoup, et nous savons que beaucoup d'autres vont suivre. C'est le plus grand choc économique que notre nation ait connu depuis des générations", a-t-il ajouté. Avant de procéder à la fermeture des services non essentiels, l'Australie a mis en place une interdiction d'entrée sur son territoire pour les non-résidents et certaines frontières entre Etats ont été fermées alors que les dépla-

cements non indispensables sont interdits. M. Morrison a indiqué que ces mesures pourraient rester en vigueur jusqu'à six mois alors que de nouvelles restrictions se profilent pour limiter la propagation du coronavirus.

Un tel événement ne se produit qu'"une fois tous les cent ans", a affirmé le Premier ministre et 2020 sera "l'année la plus difficile de notre vie".

L'indice de référence de la Bourse australienne, l'ASX200 a chuté de 38% depuis mi-février. Il est tombé lundi à son plus bas niveau depuis novembre 2012. L'Australie a enregistré plus de 1.600 cas de Covid-19 et sept personnes en sont mortes.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

La banque centrale néo-zélandaise va injecter 15,7 milliards d'euros

La banque centrale néo-zélandaise a annoncé lundi un plan d'achat d'obligations de 30 milliards de dollars néo-zélandais (15,7 milliards d'euros), dans le but de soutenir son économie face aux répercussions de l'épidémie de coronavirus. La semaine précédente, la Reserve Bank of New Zealand avait déjà réduit son principal taux directeur à 0,25%, un plus bas historique, tandis que le gouvernement avait annoncé une enveloppe de 12,1 milliards de dollars néo-zélandais pour soutenir l'éco-

nomie, en promettant d'autres mesures à venir. "Les conséquences économiques négatives de l'épidémie de coronavirus ont continué de s'aggraver", a justifié la banque dans un communiqué.

Le comité de politique monétaire "est convenu que d'autres mesures incitatives étaient nécessaires pour atteindre les objectifs sur le front de l'inflation et de l'emploi".

La Nouvelle-Zélande, qui compte cinq millions d'habitants, dénombre 66

cas confirmés de Covid-19. Aucun décès n'a été enregistré. L'économie de l'archipel du Pacifique Sud est très dépendante du tourisme et des exportations de produits agricoles. Le plan annoncé lundi correspond à près de 10% du PIB néo-zélandais. "Nous sommes persuadés que cela parviendra à tirer les taux d'intérêts vers le bas et à faciliter la hausse nécessaire des dépenses publiques", a commenté dans une note l'économiste en chef de la banque ANZ, Sharon Zollner.

AIN TÉMOUCHENT

Saisie de plus de 44.000 boîtes de médicaments antalgiques destinées à la spéculation

Les services de la gendarmerie nationale de la daïra d'El Amria (Ain Témouchent) ont saisi, dimanche, quelque 44.000 boîtes de médicaments antalgiques d'une valeur vénale totalisant 170 millions DA, destinées à la spéculation, a-t-on appris de ce corps de sécurité.

L'opération de qualité inscrite dans le cadre de la lutte contre le monopole et la spéculation intervient suite à des informations faisant état d'une tentative de contrebande d'un lot de médicaments vers une wilaya limitrophe.

Un véhicule utilitaire a été intercepté au niveau de la localité d'El Amria, avec à son bord une quantité de 40.120 boîtes de Panadol et de plus de 4.200 boîtes de paracétamol (générique) d'une valeur totale de 170 millions DA. Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que cet important lot de médicaments devait être écoulé dans la wilaya d'Oran où une forte demande est enregistrée pour ce médicament antalgique, supposé prémunir contre le Covid-19 et qui fait l'objet de spéculation.

Trois individus ont été arrêtés lors de cette opération pour notamment absence de registre de commerce et défaut de facturation, a-t-on indiqué de même source.

BLIDA

Des dons alimentaires du CEIMI aux familles nécessiteuses de la wilaya

Le Club des entrepreneurs et des industriels de la Mitidja (CEIMI) a fait don d'importantes quantités de denrées alimentaires de large consommation, au profit des familles nécessiteuses de Blida, dans le cadre de l'élan de solidarité enregistré dans le pays, en cette crise sanitaire due à la prorogation du coronavirus (Covid-19), notamment dans la wilaya.

Le CEIMI a fait don d'une quantité considérable de pâtes alimentaires aux associations caritatives de la wilaya, qui se chargeront de leur distribution à des familles nécessiteuses, a indiqué, à ce titre, sa représentante, Mentalechta.

Elle a assuré que les membres du CEIMI n'ont pas hésité depuis le début de cette crise sanitaire, à "faire don de différents produits nécessités, par les citoyens, pour leurs besoins quotidiens", citant notamment l'entreprise MAMA, qui a fait don de 20.000 kg de semoule et 20.000 paquets de couscous, au moment où l'entreprise Sosemie a fait don de 20.000 kg de pâtes.

D'autres sociétés spécialisées en produits d'hygiène ont fait don de 20.000 litres d'eau de javel, pour contribuer aux efforts de nettoyage et de désinfection des rues de Blida, enregistrant, à ce jour, le plus grand nombre de cas d'infection par le Covid-19.

Quant à l'entreprise "Nestlé" elle se charge, depuis le début de cette crise, toujours selon la même source, de l'approvisionnement en eaux minérales, de la totalité des établissements sanitaires et hôpitaux de la wilaya. Cet élan de solidarité se poursuivra, dans les deux prochains jours, a-t-elle ajouté, par la distribution de lits médicaux au profit des hôpitaux accusant un manque en la matière, parallèlement à 500 tabliers médicaux aux médecins.

Mme. Mentalechta a, par ailleurs, exprimé la disponibilité des hommes d'affaires et industriels du CEIMI "à la couverture de tous les besoins exprimés par les autorités de la wilaya, jusqu'à l'arrêt de la propagation du Covid-19", a-t-elle assuré.

En présidant la cérémonie de distribution de ces dons, le wali Kamel Nouisser a appelé les citoyens à contribuer aux efforts des pouvoirs publics pour mettre un frein au coronavirus, en "restant chez eux, et à ne sortir que pour nécessité extrême".

Pour rappel, les laboratoires de parfumerie et cosmétiques "Venus" de Blida ont fait don, durant le week-end dernier, d'un important lot de gel hydro alcoolique, destiné à être distribué aux hôpitaux de la wilaya, en guise de contribution de la ur part pour freiner la propagation du corona virus.

ALGÉRIE - MAGHREB - AFRIQUE

Lutte anticipée contre une probable invasion acridienne à partir d'octobre prochain (expert FAO)

L'Algérie et ses voisins de la région du Maghreb se préparent à une lutte anticipée contre une probable invasion acridienne massive à partir du mois d'octobre prochain, a prévenu lundi à Alger un haut responsable du bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), dans un entretien accordé à l'APS.

"Les données météorologique dont nous disposons indiquent qu'il y a une forte probabilité que l'invasion des criquets pèlerins, qui fait des ravages en Afrique de l'Est, atteigne les pays de l'Afrique de l'Ouest en juin avant d'atterrir en Afrique du Nord vers la fin octobre", a prédit M. Mohamed Lemine Hamouny, secrétaire exécutif de CLCPRO-Commission FAO de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest).

"Bien que la situation soit très calme à présent, nous nous préparons à faire face à l'arrivée des essaims", a confirmé M. Hamouny, en assurant que cette mobilisation anticipée permettra de réduire les risques écologiques et socioéconomiques dans la région occidentale.

Expliquant le processus naturel de cette invasion, cet acridologue a fait savoir "qu'en cette période, le criquet pullule en Afrique de l'Est, où les conditions sont très favorables pour sa reproduction.

Mais à partir du mois de mai, les conditions météorologiques dans la région d'Afrique de l'Ouest lui seront beaucoup plus favorables pour se reproduire notamment avec l'installation de pluies (précocement) à partir de juin dans la région du Sahel".

Et d'ajouter, "Dans notre région l'Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest, les criquets se reproduisent durant la période qui s'étale de juin à octobre et se déplacent du Sahel vers l'Afrique du nord (Algérie, Maroc, Tunisie et Libye) à partir de fin octobre début novembre", a-t-il détaillé, en indiquant que cette période qui coïncide aussi avec la saison des pluies hivernales au niveau de ces régions favorise davantage leur reproduction. Selon ses précisions, la lutte préventive, qui devrait commencer à partir du mois de juin prochain, consiste à réduire au maximum le nombre d'essaims adultes et d'empêcher leur reproduction afin de diminuer le risque acridien pour l'Afrique



du nord et bien évidemment pour le Sahel. "D'autant plus, que l'arrivée des essaims va coïncider avec la saison des pluies et des périodes de reproduction qui s'étalera sur quatre mois dans ce biotope d'où l'impact sur les ressources agro-pastorales de ces pays", a-t-il expliqué.

A ce propos, cet expert a souligné que le rôle de la commission CLCPRO consiste à renforcer les capacités d'intervention des pays du Sahel pour préserver les ressources agro-sylvopastorales empêchant la remontée des populations acridiennes dans les pays de l'Afrique du Nord.

"Si la CLCPRO parvient à arrêter l'invasion au Sahel, l'Algérie tout comme le Maroc, la Tunisie et la Libye seront protégés du risque acridien", a-t-il encore assuré. Le secrétaire exécutif de la CLCPRO, souligne par ailleurs que les pays de la région du Maghreb veulent éviter le scénario de 2003-2005, en anticipant les moyens de lutte préventive contre ce ravageur qui leur permet d'agir dès l'apparition des premiers essaims.

"Nous avons tiré des leçons des invasions acridiennes, qui avaient engendré en l'espace de trois années

consécutives des pertes considérables en termes de récoltes et de pâturage, sans parler de l'impact environnemental dû à l'utilisation intensive de pesticides", a rappelé le premier responsable de cette commission régionale, établie à Alger.

Enfin, le Secrétaire exécutif de la CLCPRO s'est félicité du rôle important que joue l'Algérie dans le dispositif régional anti-acridien mis en place par la CLCPRO.

Selon ce même la responsable, la CLCPRO qui regroupe dix pays membres (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Sénégal, Burkina Faso) consacre chaque année un montant financier de 3,3 millions de dollars pour la prévention des risques acridiens dans la région de l'Afrique occidentale.

Par contre, le coût de lutte pour faire face à une invasion modérée des essaims à partir de juin est estimé à 7 millions de dollars couvrant une période de deux mois d'activité.

"Mais si les fonds ne sont pas disponibles avant l'arrivée des essaims, le coût serait beaucoup plus important, comme en témoigne la crise 2003-2005", a-t-il prévenu.

COMMERCE - RÉPRESSION DE LA FRAUDE

Près de 17 millions de DA de produits alimentaires saisis à Alger en deux jours

Les brigades de contrôle qualité et de la répression de la fraude relevant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger ont saisi les 18 et 19 mars courant en coordination avec les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, des produits impropres à la consommation et autres sans prix pour un montant total de près de 17 millions de DA, a indiqué dimanche le chargé de l'information à la même direction.

Dans le cadre de la lutte contre la spéculation et le renforcement du contrôle des produits alimentaires de large consommation et en coordination avec les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, les agents de contrôle et de la répression de la fraude de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, ont saisi, les 18 et 19 mars courant des marchandises et produits alimentaires d'une valeur globale de 16.917.000 DA, a indiqué M. Dahar Layachi dans une déclaration à l'APS.

La même source précise que le bilan de contrôle de l'activité des importateurs, par les agents de contrôle et en collaboration avec les services de sûreté de la wilaya d'Alger, au niveau de marc hé de gros et du



marché de détail (marché de Semmar au Gué de Constantine), fait état de la saisie de 10 tonnes de lentilles (1.600.000 Da) et de 15 tonnes d'haricot blanc (4.350.000 da).

Au niveau du marché de gros de Semmar, il a été procédé à la saisie de 40 sacs de semoule de 25 kg (65.000 Da), 30 tonnes d'huile de table (4.050.000 Da), et de 8 tonnes et 650 kg de poudre de lait (3.460.000 Da).

Il a été procédé, lors de la même opération, à la saisie de 75 cartons de

flacons de gel hydro-alcoolique d'une valeur de 192.000 Da.

Dans le cadre de la même opération, 7 procès-verbaux ont été dressés pour défaut d'affichage des prix, et ce suite à 165 interventions pour des saisies s'élevant à 13.717.000 Da.

Par ailleurs, la même source indique que les agents de contrôle et de la répression de la fraude de la direction de commerce de la wilaya d'Alger, ont procédé, de concert avec les services de sûreté de wilaya, lors d'une autre opération, à la saisie de 20 tonnes de lentilles impropres à la consommation auprès d'un commerçant qui tentait de les réemballer dans d'autres sachets portant la marque d'un importateur, et ce avec une fausse date de péremption.

Les brigades de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude ont été renforcés dans le cadre de la protection du consommateur, des mesures de santé publique et des mesures visant à assurer la disponibilité de divers produits alimentaires de large consommation, souligne-t-on de même source.

EAU - ONU

Les ressources en eau dans le monde sont sous le coup d'une menace sans précédent, alerte l'ONU

Les ressources en eau dans le monde sont sous le coup d'une menace sans précédent au moment où près de 2,2 milliards de personnes manquent d'eau potable et 4,2 milliards de personnes vivent sans accès à des installations sanitaires adéquates, alerte le SG de l'ONU dans un message à l'occasion de la journée mondiale de l'eau.

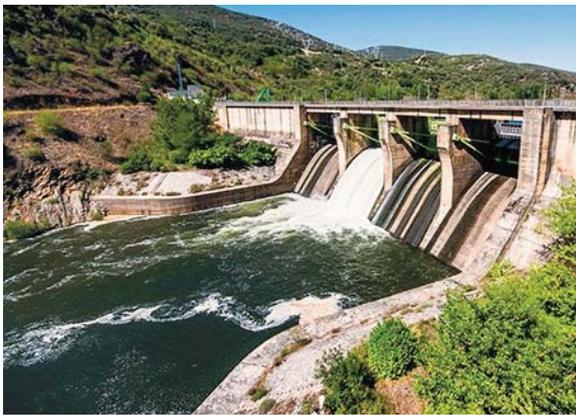
"Si nous n'agissons pas de toute urgence, les effets des changements climatiques feront augmenter ces chiffres. D'ici 2050, entre 3,5 et 4,4 milliards de personnes vivront avec un accès limité à l'eau, dont plus d'un milliard dans les villes", avertit Antonio Guterres.

Cette année, la Journée mondiale de l'eau est axée sur l'eau et les changements climatiques.

Selon le SG de l'ONU, "L'année 2020 étant une année décisive pour l'action climatique, cette priorité arrive à point nommé, souligne-t-il dans son message.

"Le réchauffement de la planète et son exploitation non durable vont créer une concurrence sans précédent pour les ressources en eau et entraîner le déplacement de millions de personnes, cela aura un effet négatif sur la santé et la productivité et démultipliera les risques d'instabilité et de conflit", relève-t-il.

Pour le chef de l'ONU "la solution est claire" et doit être axée de toute urgence sur l'augmentation des investissements dans des bassins versants et des infrastructures hydrauliques saines, et l'amélioration considérable de l'efficacité de l'utilisation de l'eau. "Nous devons anticiper les risques climatiques à



tous les niveaux de la gestion de l'eau et y faire face.

Nous devons de toute urgence intensifier l'action pour renforcer la résilience et l'adaptation des personnes touchées par les perturbations climatiques", insiste le SG de l'ONU.

Les pays membres de l'ONU doivent aussi profiter de cette année et de la COP26 à Glasgow pour infléchir la courbe des émissions et créer une

base solide pour la durabilité de l'eau, a-t-il soutenu.

"En cette Journée mondiale de l'eau, chacun a un rôle à jouer.

J'appelle toutes les parties prenantes à intensifier l'action climatique et à investir dans de robustes mesures d'adaptation pour assurer la durabilité de l'eau", recommande Guterres, plaidant pour la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius.

MONDE - CLIMAT - FORÊTS

Environ 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts (Onu)

Environ 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts pour leur subsistance, leurs médicaments, leur combustible, leur nourriture et leur logement, a indiqué l'Onu sur son site web.

"La protection de cette richesse est comme l'une des formes d'action climatique les plus rentables, pour atteindre les objectifs de développement durable", a argumenté la même source. Un certain nombre de forêts situées dans des sites du patrimoine mondial ont été gravement touchées par des incendies récemment, notamment des feux de brousse en Australie.

La gestion des incendies est l'une des composantes essentielles d'une gestion efficace, selon le site info. Ainsi, la Convention du patrimoine mondial occupe une posi-

tion unique parmi les conventions, programmes et agences internationaux pour jouer un rôle de premier plan dans la conservation in situ de la biodiversité forestière.

De ce fait, le Comité du patrimoine mondial, lors de sa 25^e session (2001), a convenu que les forêts mériteraient une attention particulière et a approuvé la création du Programme des forêts du patrimoine mondial afin de garantir que la Convention du patrimoine mondial soit mise à profit autant que possible pour favoriser la conservation des forêts à l'échelle mondiale. A ce jour, plus de 110 sites du patrimoine mondial sont reconnus comme sites forestiers du patrimoine mondial.

D'une superficie allant de 18 hectares (Vallée de Mai, Seychelles) à plus de 6 millions d'hectares

(Complexe de conservation de l'Amazonie centrale, Brésil), les sites forestiers du patrimoine mondial ont désormais une superficie totale de plus de 75 millions d'hectares (1,5 fois la superficie de la France). Le Centre du patrimoine mondial a été particulièrement actif dans les forêts du bassin du Congo à travers deux initiatives : la conservation de la biodiversité dans les régions de conflit armé, Protection du patrimoine mondial en République démocratique du Congo et l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier de l'Afrique centrale (CAWHFI).

L'un des grands succès de cette dernière a été l'inscription du trinational de la Sangha (Cameroun, Congo et République centrafricaine) en juillet 2012 sur la liste du patrimoine

mondial. Ce bien a été le premier site naturel tripartite transfrontalier à bénéficier de cette reconnaissance internationale.

Entre 2016 et 2020, le financement de l'Union européenne a permis à la CAWHFI de renforcer la surveillance d'une zone transfrontalière de plus de 225 000 km² (qui comprend trois sites du patrimoine mondial (la réserve de faune du Dja au Cameroun, Ecosystème et paysage culturel relique de la Lopé-Okanda au Gabon et du Tri-national de la Sangha) par la multiplication des patrouilles anti-braconnage (plus de 3 500 patrouilles et 300 000 km parcourus), l'utilisation de technologies innovantes (SMART, caméras pièges, drones et télédétection, etc...) et la formation de plus de 350 éco-gardes.

ETATS-UNIS Première action de la justice américaine contre une fraude liée au coronavirus

La justice fédérale américaine s'est attaquée pour la première fois ce week-end aux fraudes liées au nouveau coronavirus, en ordonnant la fermeture d'un site internet qui vendait un vaccin imaginaire. Des poursuites fédérales ont été engagées contre le site coronavirusmedicalkit.com qui prétendait distribuer des vaccins contre la maladie (Covid-19) alors qu'il n'en existe pas, a annoncé le ministère de la Justice dans un communiqué.

Un juge fédéral du Texas a ordonné samedi de le fermer, selon le ministère. Sa page d'accueil restait toutefois accessible dimanche soir. "En raison de l'épidémie récente de coronavirus (Covid-19), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

donne des kits pour des vaccins. Payez juste 4,95 dollars de frais de port", pouvait-on y lire, avant d'être invité à laisser ses coordonnées bancaires pour régler ces frais. Le ministère n'a pas précisé combien de victimes sont tombées dans le piège, mais l'enquête se poursuit pour identifier les responsables de l'escroquerie et le montant gagné. Cette première intervention de la justice fédérale s'inscrit dans un ne volonté des autorités américaines de lutter contre les tromperies qui fleurissent depuis le début de la pandémie. Le ministre Bill Barr a ordonné la semaine dernière aux procureurs fédéraux d'en faire une priorité et a appelé les Américains à signaler tout abus au Centre national sur les escroqueries liées aux

FRANCE

Une mutinerie éclate dans une prison en Nouvelle-Aquitaine

Une mutinerie impliquant près de 200 détenus s'est déroulée dimanche dans le centre de détention d'Uzerche, en Corrèze en Nouvelle-Aquitaine, dans le Sud-ouest de la France, après l'annonce de la suspension des visites aux parloirs jusqu'au 31 mars en raison du coronavirus, selon des médias locaux. Dans la soirée du dimanche, une des plus grandes mutineries de la semaine a eu lieu dans la prison d'Uzerche. Environ un tiers des 600 détenus ont refusé de regagner leurs cellules, et les surveillants ont perdu le contrôle du bâtiment «C» de l'établissement, sans pour autant qu'il y ait eu un risque d'évasion, a indiqué le quotidien Le Parisien. Une quarantaine d'individus sont montés sur les toits. Des matelas ont été brûlés, et c'est au total près de 250 cellules qui ont été rendues inutilisables. A la suite de l'intervention de la gendarmerie et des ERIS (équipes régionales d'intervention et de sécurité), la plupart des mutins ont été maîtrisés en quelques heures, mais des hélicoptères ont survolé les lieux jusqu'au petit matin, selon la même source.

Faute de cellules, certains détenus ont été transférés vers d'autres établissements de la région de Nouvelle Aquitaine, d'autres ont été placés dans des cellules non endommagées. L'un d'entre eux a été asphyxié après avoir inhalé de la fumée et a dû être hospitalisé.

Depuis le 17 mars, d'autres cas de rébellion ont été observés dans des établissements pénitentiaires dans l'Hexagone, notamment à Grasse, Perpignan, Draguignan, Lille, Marseille, Nanterre et au Mans.

La raison invoquée est la suspension des parloirs dans le cadre des mesures de confinement liées à la pandémie de Covid-19.

MOZAMBIQUE

Près de 2,5 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire (PAM)

Quelques 2,5 millions de personnes au Mozambique dépendent toujours de l'aide humanitaire un an après le passage du cyclone (Idai) qui a dévasté une grande partie du centre du pays.

Le mois dernier, le manque de financement a obligé le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies à réduire de moitié les rations alimentaires de 525.000 personnes travaillant sur des projets de relèvement post-Idai dans la province de Sofala, la plus touchée par le cyclone, rapporte lundi le site web Info Onu, citant Deborah Nguyen, porte parole du PAM pour l'Afrique Australe.

Ce mois-ci, ce soutien vital sera complètement interrompu si le PAM ne reçoit pas de fonds rapidement, ajoute-t-elle. Le PAM a fourni des rations alimentaires d'urgence à 1,8 million de personnes parmi les plus touchées et depuis le mois d'août, l'assistance alimentaire du PAM permet d'aider des centaines de milliers de personnes à se remettre de la catastrophe qu'ils ont subie, mais vise aussi à soutenir un large éventail de projets de reconstruction et de réhabilitation, selon la même source.

Ces projets impliquent notamment la réparation de routes et de ponts, la reconstruction d'écoles et le développement de fermes communautaires afin de stimuler la production alimentaire.

Le PAM est conscient qu'il est nécessaire d'investir beaucoup plus dans l'adaptation et la réduction des risques de catastrophe. Mais les financements diminuent. L'organisation humanitaire a besoin de 91 millions de dollars supplémentaires pour pouvoir continuer à financer ces projets après le mois de mars 2020, selon la même source.

Le Mozambique est fortement dépendant de l'agriculture pluviale et du travail des petits exploitants agricoles. C'est un pays qui est également très vulnérable au changement climatique. Le cyclone Kenneth a causé des ravages considérables dans le nord du pays six semaines seulement après l'ouragan Idai.

catastrophes. Il a mis ses concitoyens en garde contre toute sorte d'arnaques: vente de faux traitements en ligne, imitation de courriers électroniques de l'OMS ou des Centres de contrôle des maladies (CDC) destinés à récupérer des données personnelles, appels aux dons pour de fausses associations, etc. Parallèlement, la justice américaine est sur le pied de guerre pour éviter les manipulations des prix de certains produits essentiels, comme le gel hydroalcoolique ou les masques de protection. Plus de 33.000 personnes ont été contaminées et 416 tuées par le nouveau coronavirus aux Etats-Unis, selon le dernier décompte de l'université John Hopkins.

ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS EN ALGERIE

INSTITUT PASTEUR /ORAN Le laboratoire d'Es-Seddikia opérationnel pour le dépistage du Covid-19 (DSP)

Le laboratoire pour le dépistage du Covid-19 relevant de l'Institut Pasteur d'Es-Seddikia (Oran) est opérationnel à partir de lundi, a annoncé le chargé de communication de la direction locale de Santé et de la Population (DSP). Les prélèvements des cas suspects d'être porteurs du Covid-19 étaient jusque là envoyés à l'Institut Pasteur d'Alger.

"Le laboratoire d'Es-Seddikia permettra de prendre en charge toute la région Ouest", a souligné Dr. Youcef Boukhari.

Les équipements ont été réceptionnés en quelques jours et le personnel a été formé pour effectuer les analyses localement.

Cela représente "un gain de temps important" puisque les résultats des analyses peuvent être prêts en 3 ou 4 heures, a-t-il expliqué.

L'ouverture du laboratoire d'Es-Seddikia réduira la pression exercée sur l'Institut Pasteur d'Alger, a relevé le DSP.

UNIVERSITÉ- SÉTIF Un laboratoire de l'université Ferhat Abbas fournit un liquide désinfectant au CHU Saâdna

L'université "Ferhat Abbas" Sétif-1 a entamé dimanche l'approvisionnement du centre hospitalo-universitaire "Abdenour Mohamed Saâdna" en un liquide désinfectant fabriqué par le laboratoire de la faculté de médecine, a indiqué le recteur de l'université, Abdelkrim Beniaïche.

L'initiative a été rendue possible grâce à la fourniture par les autorités locales de matière première et des flacons nécessaires pour l'embouteillage du liquide permettant la fabrication d'importantes quantités en cette conjoncture, a précisé à l'APS le recteur qui a assuré que les quantités produites par le laboratoire à ce jour permettent de couvrir les besoins des médecins et paramédicaux du CHU "Abdenour Mohamed Saâdna" pour 15 jours. Pr. Beniaïche a affirmé que l'université est disposée avec le concours des autorités locales à fournir à la pharmacie du CHU "Abdenour Mohamed Saâdna" les quantités de désinfectant nécessaires pour tous les établissements hospitaliers de la wilaya.

Le laboratoire de la faculté de médecine fournit depuis quatre années aux services de pédiatrie et de maladies cardiaques du même CHU certains médicaments, est-il indiqué.

GHARDAÏA Le nouvel hôpital psychiatrique réservé temporairement aux éventuelles victimes de Coronavirus

Le nouvel hôpital psychiatrique de Gharadaïa, achevé récemment, pourrait être réservé à titre "temporaire" aux victimes de Coronavirus (Covid-19), en cas d'apparition de cette pandémie dans la région, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Cette décision intervient dans le cadre des mesures préventives prises pour faire face éventuellement à la situation exceptionnelle relative aux risques de propagation du nouveau coronavirus dans la wilaya, a-t-on précisé.

Les autorités de la wilaya, en collaboration avec les professionnels de la santé, ont décidé à titre préventif de consacrer ce nouvel hôpital psychiatrique de 60 lits "temporairement" comme site d'observation et d'isolement pour les cas de malades

Covid-19: le ministre de la santé dévoile une série de mesures

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a dévoilé dimanche une série de mesures prises dans le but d'endiguer la propagation de la pandémie du Coronavirus.

Lors d'une conférence de presse, le ministre a fait savoir que son département avait procédé, en application des orientations du Président Tebboune, et en coordination avec d'autres secteurs, au renforcement du contrôle sanitaire au niveau des centres frontaliers, terrestres, aériens et maritimes mais aussi à la localisation des endroits suspects d'être un foyer pour cette pandémie aux fins de leur fermeture.

Plus de 270 médecins, paramédicaux, et psychologues ont été, également, mobilisés pour accompagner les sujets en quarantaine, précise le premier responsable du secteur.

Parmi ces mesures, figurent, entre autres, le renforcement du diagnostic à travers la mise en service de deux laboratoires annexes régionaux à Constantine et Oran durant la semaine en cours, outre la collaboration avec les autres départements ministériels pour la lutte contre les spéculateurs ayant investi dans la panique des citoyens en stockant les moyens de protection comme les masques et les désinfectants dans le but de provoquer une pénurie et augmenter ainsi les prix.

A ce propos, M. Benbouzid a rassuré que tous ces dispositifs seront mobilisés, si besoin est, au niveau de l'ensemble des établissements de santé équipés de lits et de moyens médicaux, rappelant,



dans ce sens, "la mise en place d'un programme de sensibilisation au profit des citoyens sur la pandémie de Covid-19 via les médias avec l'implication de grands experts et d'hommes de religion.

Le ministère a également décidé, précise-t-il, l'encouragement des professionnels de la santé pour les inciter à déployer davantage d'efforts afin de surmonter cette crise en leur assurant suffisamment de moyen de protection", fai-

sant état de la réception, au cours de cette semaine, d'un nombre de caméras thermiques supplémentaires outre la récupération provisoire de toutes les caméras thermiques des aéroports d'Alger, Oran et Constantine".

Par ailleurs, le ministre a annoncé l'adoption d'un protocole de traitement par les experts conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ: "les directeurs de la santé et des établissements sous tutelle interdits à faire des déclarations à la presse"

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a appelé dimanche l'ensemble des directeurs de la santé et de la population, et des établissements et structures sous sa tutelle, à s'abstenir de faire des déclarations à la presse concernant la situation épidémique du nouveau coronavirus (COVID-19). Dans une correspondance adressée aux directeurs de la santé, le ministère a affirmé que le porte-parole du comité scientifique installé à cet effet est "le seul habilité" à communiquer des informations autour de ce sujet. "Pour garantir la fiabilité de l'infor-



mation relative au nouveau coronavirus, il a été procédé, en date du 21 mars 2020, à l'installation d'un comité scientifique présidé par le ministre de la Santé, et chargé du suivi de l'évolution de l'épidémie de

Coronavirus", a rappelé la même source, précisant que le directeur général de la prévention au ministère de la Santé a été nommé en qualité de porte-parole officiel de ce comité et seul habilité à communiquer des informations relatives à la situation épidémique.

Dans ce cadre, "nous appelons l'ensemble des directeurs de la Santé et de la population et des établissements et des structures de santé sous tutelle à se conformer à cette décision et s'abstenir à faire toute déclaration à la presse concernant ce sujet", a conclu le communiqué.

avérés et confirmés après analyse en laboratoire. L'établissement en question, situé dans la zone des sciences (10 km de Gharadaïa) et qui vient d'être équipé d'appareils d'assistance respiratoire, constitue un lieu adéquat pour le confinement et l'isolement de l'avis des professionnels de la santé, a-t-on expliqué. Au fur et à mesure de la propagation du virus dans certaines wilayas, Gharadaïa a renforcé les mesures préventives pour se protéger contre la propagation du coronavirus (Covid-19). Une série de mesures ont été prises renforçant le système de veille adopté depuis l'apparition de ce virus, notamment l'appel à limiter les déplacements, à s'astreindre à "l'isolement sanitaire" à domicile comme mesure préventive nécessaire dans cette étape délicate

afin de freiner la propagation du nouveau coronavirus, ajouté à cela l'application des décisions du président de la République notamment en matière de fermeture des lieux très fréquentés par la population (mosquées, établissements publics, cafés, salles des fêtes, hammams, etc).

La prévention a été axée aussi sur la sensibilisation des commerçants et des clients aux comportements à adopter et aux gestes à respecter, ainsi que l'amélioration des conditions d'hygiène dans les espaces publics et commerciaux.

Parmi les mesures décidées, figurent également le contrôle et le suivi de la situation d'approvisionnement en denrées alimentaires, le signalement de toute pénurie ou dysfonctionnement au niveau des circuits de distribution, le contrôle des

prix, de la qualité et des conditions sanitaires au sein des marchés et des points de vente. Pour se protéger contre cette pandémie, l'opération de désinfection et de stérilisation des véhicules de transport en commun, des établissements et équipements publics, la gare routière et les espaces commerciaux, se poursuit dans les différents quartiers de la wilaya.

Dans l'optique de préserver la santé de la population, des campagnes de sensibilisation sur le danger de cette pandémie et les mesures de prévention sont effectuées par les différents acteurs de la société.

Armés de mégaphones, des agents de la protection civile et de la sûreté nationale appellent, de leur côté, les citoyens à se confiner dans leurs domiciles.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

L'hécatombe continue, plus de 15.000 morts à travers le globe

La pandémie de coronavirus (Covid-19) continue de faire des ravages à travers le monde tuant plus de 15.000 personnes en majorité en Europe, et affectant plus de 341.300 autres, alors que les appels à respecter les mesures de prévention contre cette épidémie se multiplient.

Selon un dernier bilan officiel communiqué lundi, plus de 15.189 décès liés au nouveau coronavirus ont été dénombrés dans 174 pays et territoires depuis l'apparition de l'épidémie, fin décembre 2019 en Chine.

L'Italie reste le pays le plus touché par le Covid-19 et compte à présent 5.476 morts pour 59.138 cas. 7.024 personnes sont considérées comme guéries par les autorités italiennes.

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), a dénombré au total 81.093 cas (39 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 3.270 décès (9 nouveaux), et 72.703 guérisons.

Durement frappés également par ce virus mystérieux, l'Espagne a recensé 2.182 morts pour 33.089 cas, l'Iran compte désormais 1.812 morts (23.049 cas), la France dénombre 674 morts (16.018 cas) et les Etats-Unis ont comptabilisé 471 morts (35.224 cas).

Avec ces nouveaux chiffres, l'Europe totalisait lundi à 11h00 GMT 172.238 cas (9.197 décès), l'Asie 97.783 cas (3.539 décès), les Etats-Unis. Le Covid-19 continue par ailleurs de se propager à une grande vitesse touchant de nouveaux pays et tuant des personnes dans plusieurs autres notamment en République tchèque, au



Nigeria et en Monténégro qui ont annoncé les premiers décès sur leur sol, liés à cette pandémie qui a paralysé l'activité dans le monde.

De leur côté, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Syrie ont annoncé le diagnostic de premiers cas de Covid-19, un virus qualifié par l'Organisation mondiale de la Santé d'"ennemi de l'humanité".

Appels au respect des règles de confinement comme mesure de précaution

A mesure que la pandémie de Covid-19 se propage, les appels à "rester à la maison", lancés notamment via les réseaux sociaux sous le slogan "stay at home" se multiplient à travers le monde, alors que

les populations de nombreux pays se trouvent déjà en confinement depuis plusieurs jours, dans l'espoir de limiter les dégâts provoqués par cette maladie infectieuse.

En Algérie, où le Covid-19 a provoqué 17 décès parmi 201 personnes infectées, selon un dernier bilan rendu public dimanche par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, une série de mesures de précaution a été prise pour endiguer cette épidémie.

Pour éviter la contamination, selon le porte-parole de ce Comité, Djamel Fourar, "il est impératif de rester à la maison et de ne sortir qu'en cas d'extrême urgence pour un seul membre de la famille".

En l'absence de traite-

ment ou de vaccin pour le Covid-19, de nombreux autres pays ont aussi prié leurs habitants de "rester à la maison" et de ne sortir qu'en cas de nécessité absolue comme c'est le cas en Italie, en Espagne ou en France.

Au Portugal, par exemple, les autorités ont appelé à rester à la maison "sauf si l'on doit se déplacer pour des raisons professionnelles impérieuses, pour s'occuper de proches ou pour des sorties individuelles de courte durée".

Ainsi, les mots d'ordre pour éviter à tout prix les rassemblements et contacts favorisant l'épidémie de coronavirus se répandent partout dans le monde, face à une contagion planétaire rapide. De Wuhan (Chine), d'où est parti le Covid-19, à la Bolivie, en passant par la France et par New York, plus de 900 millions de personnes doivent rester à leur domicile pour éviter de contracter le virus.

Outre le confinement, l'OMS a défini dix mesures de prévention personnelle basiques contre le Covid-19, notamment se laver régulièrement les mains avec un produit nettoyant à base d'alcool ou les laver à l'eau et au savon, et nettoyer les surfaces avec un désinfectant, par exemple le plan de travail de la cuisine et du bureau.

CHINE Le Xinjiang rouvre toutes les écoles primaires et secondaires suite à la régression de l'épidémie

Les élèves ont regagné lundi leurs écoles dans la région autonome ouïgure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine) après que les autorités ont décidé de rouvrir tous les établissements primaires et secondaires, première région provinciale du pays à le faire dans le contexte de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

La réouverture a eu lieu après que la région n'avait signalé aucun nouveau cas d'infection par le coronavirus au cours des 34 derniers jours à la date de dimanche.

Lundi, plus de 4 millions d'élèves se sont rendus dans des salles de classe de 5.004 écoles primaires, secondaires et professionnelles de la région de manière ordonnée, les autorités ayant mis en œuvre des mesures antivirales pour assurer la sécurité des élèves. Il y a une semaine, les élèves des collèges et lycées qui seront diplômés cette année sont retournés à l'école au Xinjiang.

La Chine teste un vaccin sur une centaine de volontaires

La Chine a entamé son premier essai clinique pour tester un vaccin contre le nouveau coronavirus, au moment où plusieurs pays sont engagés dans une course pour découvrir un moyen de combattre l'agent pathogène.

Ces 108 volontaires, répartis en trois groupes, ont reçu vendredi de premières injections, a rapporté lundi le quotidien anglophone Global Times.

Agés de 18 à 60 ans, tous sont originaires de la ville de Wuhan, où le Covid-19 a fait son apparition en décembre avant de se propager à l'étranger. Dimanche, une source impliquée dans ces essais a confirmé à la presse sous couvert d'anonymat le début des expérimentations. Les autorités sanitaires du pays ont donné le feu vert à des expérimentations sur l'homme le 17 mars, jour où leurs homologues américains annonçaient le premier test d'un vaccin contre le Covid-19 à Seattle sur 45 adultes volontaires.

Les volontaires chinois seront suivis pendant six mois.

Il n'existe actuellement aucun vaccin ou traitement agréé contre le virus, qui a tué à ce jour plus de 14.000 personnes dans le monde. L'annonce des essais de vaccins intervient dans un contexte d'escalade entre les Etats-Unis et la Chine au sujet de la pandémie, le président américain Donald Trump accusant Pékin d'avoir une part de responsabilité dans la propagation du "virus chinois".

Un éditorial du Global Times la semaine dernière expliquait que "le développement d'un vaccin est une bataille que la Chine ne peut se permettre de perdre".

Des multinationales de l'industrie pharmaceutique se sont engagées jeudi à fournir un vaccin contre le Covid-19 "partout dans le monde", dans un délai estimé de 12 à 18 mois minimum. De son côté, la Russie a annoncé avoir commencé à tester un vaccin sur des animaux. Les premiers résultats seront connus en juin. Le pays avait assuré en janvier se lancer immédiatement dans le développement d'un vaccin, après avoir reçu de la Chine le génome du Covid-19.

La Chine n'a enregistré aucun cas local

La Chine n'a enregistré lundi aucun nouveau cas de contamination d'origine locale au coronavirus, mais les autorités sanitaires ont fait état de 39 cas importés supplémentaires. Neuf décès ont par ailleurs été enregistrés, tous dans la ville de Wuhan, berceau chinois de l'épidémie, à en croire le bilan officiel. Deux mois jour pour jour après la mise en quarantaine de la métropole de 11 millions d'habitants, aucune nouvelle contamination n'y a été signalée lundi, et ce, pour la cinquième jour consécutif. Ces dernières semaines, le nombre de nouveaux cas journaliers a fortement chuté en Chine. La majorité concerne désormais des contaminations de personnes de retour de l'étranger. Sur les 39 nouveaux cas signalés lundi, dix se trouvent à Shanghai et dix autres à Pékin. Pour éviter que ces contaminations "importées" ne relancent une épidémie largement endiguée en Chine, les autorités imposent désormais une quarantaine de 14 jours à toute personne arrivant sur le sol chinois. Et depuis ce lundi, tous les vols internationaux à destination de Pékin sont dérivés vers d'autres aéroports régionaux où des contrôles sanitaires renforcés sont en place.

Seuls les passagers testés négatifs peuvent ensuite rejoindre la capitale chinoise.

Avec un total de 81.093 cas et 3.270 décès officiellement recensés, la Chine est le second pays le plus touché au monde par le nouveau coronavirus.

507 contaminations importées ont été signalées.

ITALIE

Le bilan officiel passe à 5.476 décès

Un total de 5.476 personnes ont été tuées par la pandémie de coronavirus en Italie, où 651 personnes ont perdu la vie dans les dernières 24 heures, selon les chiffres publiés dimanche par la protection civile.

Le chiffre de décès des dernières 24 heures est moindre que celui annoncé samedi (793, un record), mais c'est le deuxième bilan le plus lourd depuis le début de la pandémie.

Le nombre total de cas positifs a encore augmenté d'un peu plus de 10% (59.158 soit 5.560 de plus que samedi). L'Italie est le pays le plus touché au monde par le Covid-19, parti de Chine en décembre dernier.

D'après les derniers chiffres communiqués par les autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation

mondiale de la santé (OMS), le Covid-19 a fait, jusqu'à dimanche, au moins 13.444 morts et affecté plus de 308.130 personnes dans 170 pays et territoires depuis fin décembre 2019. De plus, des centaines de millions de personnes sont confinées à travers le globe, afin de limiter la propagation de cette épidémie, qualifiée d'"ennemi de l'humanité" par l'OMS.

Début d'un essai clinique européen pour quatre traitements

Un essai clinique européen a été lancé dimanche dans au moins sept pays européens pour tester quatre traitements expérimentaux contre le coronavirus, qui va inclure en tout 3.200 patients, a annoncé dimanche le ministère de la Santé français. Les quatre traitements testés à grande échelle seront les molécules suivantes: le remdesivir, le lopinavir en combinaison avec le ritonavir, ce dernier traitement étant associé ou non à l'interféron bêta, et l'hydroxychloroquine, selon un communiqué de l'Inserm, l'organisme qui chapeaute la recherche médicale en France. "Il est prévu d'inclure 3.200

patients européens incluant la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne, et peut être d'autres pays dont au moins 800 en France, hospitalisés pour une infection Covid-19 dans un service de médecine ou directement en réanimation", précise l'Institut français de la recherche médicale. "Un essai, ce sont des malades que l'on traite en milieu hospitalier sous stricte surveillance, et qui ont accès à ces molécules pour en tester l'efficacité sur le virus et sur leur évolution clinique", a précisé le Pr Salomon, directeur général de la Santé (DGS) en France lors d'un point-press. "C'est

très important de le faire rapidement et dans ces conditions." "Baptisé Discovery, il inclut notamment l'hydroxychloroquine", a-t-il confirmé. Depuis l'apparition du nouveau coronavirus en Chine, le Pr Didier Raoult, directeur de l'IHU Méditerranée Infection à Marseille, défend l'usage de la chloroquine contre la maladie.

Il a suscité des réserves chez de nombreux autres spécialistes, qui estiment notamment que les essais qu'il a menés auprès de 24 patients ne répondent pas à tous les critères nécessaires. "Cet essai a permis d'aboutir à des résultats intéressants qui sont d'ailleurs publiés ce

jour dans International Journal of Antimicrobial Agents", selon le Pr Salomon.

Ce test sera "adaptatif" et "très rapidement les traitements expérimentaux inefficaces pourront être abandonnés et remplacés par d'autres molécules qui émergeront de la recherche", souligne dans le communiqué de l'Inserm Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rouge au CHU de Lyon, qui va piloter le projet. Un autre essai clinique international sera lancé "sous l'égide de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), baptisé +Solidarity+", indique encore l'Inserm.

CHIROPRATIQUE

Une discipline peu connue pour soigner le mal de dos

Troisième profession de santé au monde, la chiropratique est désormais bien encadrée. De nouvelles études prouvent son efficacité dans le mal de dos.

Une discipline peu connue en France

Aux États-Unis, on dénombre plus de chiropracteurs que de chirurgiens-dentistes. En France, on en recense quelque 700 « contre » 17 000 ostéopathes. Légalisée en 2002, la chiropratique (ou chiropraxie) a été réglementée en 2011. Désormais, selon la loi, les chiropraticiens sont les seuls professionnels de santé non médecins autorisés à pratiquer des manipulations vertébrales sans avis médical. Pourquoi ce statut à part ? « Sans doute à cause des preuves scientifiques qui confortent l'usage de cette pratique, du nombre très faible des accidents et de la formation exigeante suivie par les thérapeutes, estime Philippe Fleuriau. Au minimum 5 500 heures de cours à temps plein réparties sur six ans, avec un enseignement en anatomie, dissection, diagnostic radiologique, neurologie, traumatologie sportive, etc. » Si le doute subsiste parfois, c'est qu'il y a eu confondu les chiropraticiens avec des thérapeutes pratiquant des techniques non conventionnelles: reiki, kinésiologie, shiatsu, réflexologie plantaire... Des professionnels n'ayant suivi que quelques semaines de formation avant de poser leur plaque.

Quel est son principe ?

La chiropratique repose essentiellement sur des actes de manipulation vertébrale et de mobilisation des articulations. En effet, c'est au niveau de la colonne vertébrale que surviennent la plupart des blocages. C'est donc surtout là qu'intervient le thérapeute, en effectuant des ajustements, ou corrections articulaires. L'idée: colonne vertébrale et système nerveux sont intimement liés. Il suffit donc d'intervenir sur les petits déséquilibres de la colonne pour agir sur le système nerveux et, ainsi, influencer sur l'ensemble du corps. Notamment les systèmes endocriniens (glandes), la cicatrisation, les différents stress physiques ou émotionnels...



Est-elle vraiment efficace contre le mal de dos ?

Elle soulage les classiques dorsalgies, lombalgies, sciatiques et autres « coups de lapin ». Une étude financée par le National Institutes of Health (NIH), ministère de la Santé américain, et publiée en 2012, démontre la supériorité de la chiropratique dans le traitement des douleurs cervicales par rapport à des exercices ou à des médicaments (anti-inflammatoires, myorelaxants...). Après trois mois, 57% des participants suivis par un chiropraticien et 48% de ceux ayant effectué les exercices rapportent une diminution de la douleur de 75%. Une amélioration observée par 33 % seulement des patients qui ont pris des médicaments. Des résultats du même type ont été récemment obtenus dans les cas de lombalgies. Après un mois, 73% des personnes suivies par un chiropraticien notaient une amélioration globale de leur état, contre 17% des patients recevant les soins médicaux courants. « Cette technique s'avère bénéfique sur nombre de patients

atteints de lésions vertébrales douloureuses et résistants aux traitements classiques, explique le Pr Alain, chirurgien orthopédiste. Par ailleurs, en cas d'atteinte vertébrale étendue sur de multiples étages, la chirurgie comporte des risques importants et doit être réservée aux cas les plus graves. Les manipulations permettent souvent de maintenir une certaine qualité de vie. »

Quelles sont les autres applications possibles ?

La chiropratique peut aussi être utile en cas de dos voûté ou de scoliose (colonne en S). Elle traite en quelques séances des tendinites, synovites, entorses, douleurs au genou et muscles endoloris qui font parfois souffrir depuis des mois. « Sur une tendinopathie (tendinite), les manipulations peuvent être douloureuses, reconnaît Philippe Fleuriau, mais la technique de manipulation des tissus « mous » est efficace. Si c'est trop désagréable, il est possible de s'adapter à ce que peut supporter le patient, soit en changeant de technique, soit en la modu-

lant. » Après la séance, la majorité des patients ressent un soulagement immédiat. Parfois, il y a des courbatures et, dans 10% des cas, des maux de tête. Des améliorations ont été constatées également dans des domaines plus éloignés, mais sans études scientifiques à l'appui: transit difficile, cycle menstruel perturbé, coliques de l'enfant...

À quel moment consulter ?

Ça dépend. « Si vous venez de vous faire opérer, pas question de vous faire manipuler même si vous souffrez. Les tissus doivent d'abord cicatriser, indique le Pr Jérôme Allain. Un os a besoin de trois mois ; un ligament, de six semaines. » En dehors de toute opération, c'est différent. Les études ont prouvé que sur une entorse, par exemple, plus on agissait vite, plus la récupération était rapide. Même chose pour une sciatique ou un lumbago. Cependant, si on est incapable de mettre un pied devant l'autre, mieux vaut patienter deux ou trois jours, le temps d'être calmé par les anti-inflammatoires.

Combien de séances sont nécessaires ?

C'est très variable. Le plus souvent, la première séance permet au praticien de savoir si l'il peut prendre en charge le problème du patient. Il a une idée du diagnostic et de la stratégie à adopter; il sait aussi s'il faut des examens complémentaires. Des douleurs dorsales aiguës ou musculaires se règlent souvent en une ou deux séances. Une tendinite ou une sciatique par hernie discale nécessitent, elles, de cinq à huit séances. Une pathologie plus complexe et chronique (arthrose...), une vingtaine. Une ou deux consultations annuelles sont conseillées pour stabiliser les résultats et éviter les récurrences. « La durée de la séance n'est pas, en soi, un gage de sérieux. En cinq minutes, on peut faire du bon travail, précise Philippe Fleuriau. Parfois, on a besoin de trois quarts d'heure. Tout dépend de la nature de la douleur. »

Les réflexes contre le mal de dos

70 à 80% de la population souffrira un jour du mal de dos. Il faut dire que les causes sont nombreuses: faux mouvements, mauvaises postures, hernie discale, stress... Voici quelques conseils pour se préserver des torsions de rein et autres lombalgies.

Le réveil sonne

Ne vous levez pas d'un bond. Tout comme vous, vos muscles se réveillent et il ne faut pas les brusquer. Étirez-vous, puis reploiez vos jambes et asseyez-vous sur le bord du lit. Lorsque vous avez bien senti l'installation, prenez appui contre un mur ou asseyez-vous sur le bord du lit. Inutile de trop solliciter vos muscles dorsaux pour simplement enfiler un pantalon.

Accroupissez-vous pour habiller votre enfant, ou asseyez-vous sur un tabouret. L'objectif est de vous mettre à sa hauteur pour garder le dos bien droit.

De retour à la maison

Évitez les positions acrobates dans le canapé; il n'est pas bon d'avoir le dos courbé et les épaules affaissées.

Tâchez de dormir sur le dos ou en chien de fusil. Dormir sur le ventre accentue la cambrure de votre dos. Assurez-vous que vous dormez sur le dos, placez un oreiller sous vos genoux pour atténuer les tensions au niveau des lombaires.

Le verrouillage lombaire

Pour soulager une charge lourde: écartez les pieds, pliez les genoux, contractez les abdominaux et serrez les fesses. De cette manière, ce sont vos jambes et moins votre dos qui travaillent. Portez la charge le plus près possible de votre corps.

Quand la douleur est là

Appliquez une poche de glace sur la zone douloureuse. Le froid agit comme un antalgique.

Trempez une serviette dans de l'eau bien chaude et posez-la sur la zone douloureuse pendant une vingtaine de minutes. La chaleur détend les muscles. Vous pouvez répéter ce geste plusieurs fois par jour.

Le repos total est déconseillé. Bien sûr, il ne s'agit pas de se trainer au bureau avec le dos bloqué ou malgré une sciatique qui lance dans la cuisse. Mais il faut essayer de maintenir une activité minimale (se lever plusieurs fois, prendre une douche...). En fait, le repos favorise la fonte musculaire, à un moment où le dos a justement besoin d'être fortifié.

Si au bout de 3 jours, la douleur ne disparaît pas, mieux vaut consulter votre médecin.

Des exercices quotidiens pour le prévenir

Contre les douleurs, il est bon d'entretenir son dos en faisant dix à quinze minutes d'exercices ciblés chaque jour. Renforcement musculaire, abdominaux et auto-étirements est le trio gagnant pour conserver un dos en bonne santé. Testez ces exercices proposés par l'École du dos de la Thalasso Prévital à Granville.

Musclez votre colonne vertébrale

Ces deux exercices se pratiquent pendant quinze secondes chacun en position couchée sur le dos, les jambes à moitié fléchies. Pensez à bien accompagner les mouvements d'une respiration lente, en soufflant le plus longtemps possible pendant 7 à 8 secondes. Bien exécutés, ces mouvements préparés par des kinésithérapeutes ne doivent normalement pas donner de douleurs lombaires. Si vous ressentez une douleur, arrêtez-vous et reposez-vous quelques instants avant de changer l'exercice.

- L'auto-agrandissement : inspirez en gonflant le ventre et soufflez en rentrant le ventre. Au moment où vous rentrez le ventre, pensez à effectuer une rétroversion du bassin, c'est-à-dire à contracter les fesses et en ramenant le bassin vers son sans creuser le dos. Allongez ensuite votre cou et ramenez votre menton sur la poitrine, épaules basses en arrière.

- La contraction et l'étirement des muscles dorsaux : Les bras tendus à la verticale, inspirez en plaquant les épaules au sol, coudes tendus. Soufflez en poussant les paumes vers le plafond, les épaules se décollent du sol.

Travaillez vos abdos

Toujours allongée sur le dos, vous pouvez faire dix répétitions des exercices qui suivent pour chaque jambe. N'oubliez pas que plus vous les faites lentement, plus vos muscles abdominaux travaillent.

- Un exercice statique : Sur le dos, jambe au sol demi-fléchie. L'autre cuisse est à la verticale et la main est posée à plat devant. Soufflez en rentrant le ventre et en appuyant la cuisse verticale contre la main. Inspirez en relâchant la tension musculaire et en gonflant le ventre, sans reposer le pied au sol. Tenez dix secondes puis changez de jambe.

Option : la même exercice mais cette fois-ci les deux cuisses sont levées à la verticale.

- Un exercice en mouvement : Les deux genoux sont ramenés sur la poitrine. Inspirez en descendant une jambe (mais en la gardant fléchie), le pied au pied vers le sol sans poser le pied par terre, puis remontez. Le dos doit rester bien plaqué au sol. Ensuite changez de jambe. À la fin de l'exercice, inspirez en ramenant les deux genoux à la poitrine.

Étirez bien votre dos

- Couchée sur le dos, une jambe au sol tendue, l'autre fléchie genou vers la poitrine. Soufflez en tendant la jambe qui était fléchie en poussant le talon vers le plafond, pied au pied fléchie vers la tête. Reposez ensuite la jambe et inversez en poussant la jambe tendue vers le plafond.

- Couchée sur le dos, jambes fléchies, talons les plus proches possibles des fesses, pieds bien écartés. Soufflez en décollant le bassin du sol, serrez les genoux l'un contre l'autre. Veillez à ne pas creuser le dos en effectuant une bonne rétroversion du bassin.

MAL DE DOS

Un classique de la grossesse !

La moitié des futures mamans souffrent de mal de dos pendant la grossesse. Le phénomène, certes classique, peut devenir très gênant si on ne limite pas les dégâts. Conseils.

Aidez votre dos avant et après l'accouchement

Le « mal aux reins » tient à la position qu'adoptent les femmes pendant la grossesse. Le poids sur l'avant du corps dû à l'augmentation du volume de l'utérus et au poids du bébé déplace le centre de gravité et oblige, pour garder l'équilibre, à se cambrer. Cette exagération de la courbure normale de la colonne vertébrale provoque une tension dans les lombaires à l'origine des douleurs. Le relâchement des ligaments qui résulte de l'activité hormonale peut aussi entraîner des douleurs sciatiques. Ce mal s'accroît à mesure que la grossesse avance (à partir du deuxième trimestre et surtout du sixième mois) et se fait surtout sentir le soir. L'âge, l'état du dos, la condition physique, le nombre d'enfants et le poids pris pendant la grossesse influencent l'intensité des maux. Bien souvent, ils se prolongent 3 à 6 mois après la naissance et rendent difficile le port de bébé.

Pratiquez une activité physique régulière pour assouplir votre colonne et renforcer vos muscles. Vous pouvez opter pour des séances de yoga ou encore de gymnastique douce. Sinon, des exercices musculaires de bascule du bassin (il s'agit de faire des mouvements inverses à la cambrure) à réaliser seule à l'aide de manuels spécialisés, lors de votre préparation à l'accouchement ou avec les conseils d'un kinésithérapeute pourront améliorer vos symptômes.

Surveillez aussi votre régime alimentaire pour ne pas prendre trop de poids : entre 10 et 12 kilos en moyenne. Reposez-vous suffisamment ; faites une sieste dès



que vous le pouvez ! Et après l'accouchement et la rééducation périnéale, suivez bien des séances de rééducation abdominale spécifiques (les « abdos-basiques sont à éviter) essentielles pour retrouver votre équilibre statique. Enfin, n'hésitez pas à solliciter votre conjoint pour quelques massages relaxants !

Limitez les dégâts au quotidien

Tenez-vous le plus droite possible sans pousser son ventre vers l'avant.

Pour dormir, surélevez vos pieds, vos reins ou votre nuque (à chacune sa préférence) avec un coussin ou mieux un oreiller ergonomique spécial grossesse. La meilleure position : en chien de fusil sur le côté gauche, l'oreiller entre les genoux.

- Asseyez-vous correctement : sur une chaise, bien au fond du siège, les pieds à plats, le dos et les cuisses forment un angle droit ou un peu taut.

- Fléchissez les genoux au lieu de vous plier en deux pour ramasser un objet. D'ailleurs, arrêtez de passer l'aspirateur !

- Évitez les longs trajets en voiture. Si vous devez impérativement voyager, faites au moins une pause toutes les deux heures et placez un coussin dans votre dos.

- Ne portez pas de charges lourdes et veillez à alléger votre sac à main au maximum.

- Rangez vos chaussures à talons (pas plus de 3 cm) et sortez vos patins le plus confortables.

- Prenez un abonnement à la piscine : le dos crawlé est la nage de prédilection des personnes souffrant du dos. La respiration est plus facile, car le nez et la bouche restent hors de l'eau. Les mouvements des jambes sont les mêmes que pour le crawl (Battements) et font travailler les fessiers et les mollets. Il n'y a pas de tension dorsale. Tous les muscles fixateurs du dos sont renforcés, ce qui prévient les douleurs, notamment au niveau lombaire.

En cas de douleur invalidante, parlez-en à votre médecin.

Il pourra vous prescrire des séances de kinésithérapie, d'ostéopathie ou d'acupuncture, du repos (surtout si votre mode de vie-profession-transports- vous oblige à rester debout) ou une ceinture de grossesse qui vous aidera à soutenir le poids de votre ventre (c'est souvent le cas des futures mamans de jumeaux).

Si besoin, et en fonction de l'avancée de votre grossesse, un traitement anti-douleur vous sera administré. Mais ne prenez aucun médicament sans ordonnance !

Et si c'était à cause de vos pieds ?

Des pieds trop creux ou mal chaussés peuvent être la cause de votre mal de dos.

Un appui correct soutient bien le dos

En une vie, on fait à pied deux fois et demie le tour de la terre. « Les pieds sont les « fondations » du corps. Si elles ne sont pas solides, l'édifice est bancal. Même un incarciné peut entraîner une douleur qui modifie le déroulé du pied pendant la marche », explique la podologue. On boîtie, on sollicite trop sa hanche et, quelques semaines après, une douleur dorsale peut apparaître.

Un bilan chez le podologue

La moindre anomalie d'appui (en rotation, en avant...) peut remonter le long de la jambe et atteindre le dos ou le cou. Pour le vérifier, le podologue observe la répartition du poids du corps sur chaque pied grâce à un podoscope. Puis

il fait marcher le patient sur un podomètre électronique doté de 2,048 capteurs de pression. Il regarde les chaussures (usure), examine les pieds (forme).

S'il a une formation de posturologue, il observe les tensions dues à l'impact des appuis anormaux sur le corps. Et en les corrigeant, il prévient les récurrences.

Que faire en pratique ?

La solution, c'est parfois la pose d'une talonnette pour compenser une jambe courte. Plus souvent, la réalisation d'une semelle en matériau absorbant type sorbothane aide à modifier les appuis, à redresser un pied en rotation.

« La douleur dorsale disparaît en général au bout de trois à six semaines », rassure Jean-Luc Hamelin, podologue. Contrainte : le port de la semelle est à vie. « Chez l'enfant, cela peut suffire à

corriger la posture de manière définitive », note le spécialiste.

En cas de doute, c'est donc dès l'enfance qu'un bilan postural devrait être réalisé, pour prévenir le mal de dos plus tard. Côté chaussures, on évitera celles qui favorisent des modifications de la démarche, préjudiciables à l'équilibre de la colonne vertébrale.

Les talons trop haut (plus de 6 cm) favorisent une hyperlordose (courbure excessive de la colonne lombaire). Les ballerines, trop plates, amortissent mal les à-coups au niveau du talon. Et bien sûr, on porte des chaussures à sa taille !

Conseil d'expert

Travailler régulièrement l'appui unipodal : se mettre en équilibre sur un pied pendant une dizaine de secondes est un excellent moyen de renforcer ses muscles posturaux.

TUNISIE/CORONAVIRUS: La présence sur les lieux du travail suspendue

Le gouvernement tunisien a décidé de suspendre la présence sur les lieux de travail dans toutes les administrations (structures de l'Etat, collectivités locales, entreprises publiques à caractère administratif et institutions publiques) et ce du 23 mars au 4 avril 2020, a-t-on officiellement annoncé.

«Les ministères et les collectivités locales se chargent de déterminer les services non concernés par ces mesures dans les différentes structures placées sous leur tutelle», a indiqué le ministre d'Etat chargé de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la lutte contre la Corruption en Tunisie, Mohamed Abbou, dans un communiqué, reproduit par l'agence de presse TAP.

Cité dans le texte du département de la Fonction publique, M. Abbou appelle les cadres et agents publics à respecter les mesures du confinement sanitaire et à ne quitter leur domicile que s'ils sont sollicités par leurs directions respectives.

Le travail à distance est préconisé avec présence, en cas de nécessité, sur les lieux de travail pour assurer la continuité des services publics. Les ministres, gouverneurs et premiers responsables des institutions publiques fixent, en tenant compte des spécificités de chaque secteur, les services qui requièrent une présence sur le lieu de travail. Ils établissent comportant un nombre réduit des cadres et agents appelés à être présents sur les lieux de travail. Ces derniers sont contactés par téléphone, mails ou autres moyens de communication disponibles et en cas de refus il est possible de recourir aux mesures de réquisition conformément à la réglementation en vigueur, selon la même source.

Les ministres et gouverneurs coordonnent avec le ministère de l'Intérieur pour faciliter le déplacement des personnels sollicités. Sur un autre plan le ministère précise, dans son communiqué, que les entreprises de presse publiques continuent à travailler normalement et à recevoir des hôtes après autorisation du premier responsable de ces établissements. Concernant le service de la Justice, le communiqué explique l'application de la décision du ministère de tutelle en date du 21 mars 2020 et souligne que les avocats sont autorisés à se rendre, si nécessaire, dans les tribunaux pour défendre leurs clients, en coordination avec les représentants du ministère public.

CORONAVIRUS: Le président du Botswana placé en quarantaine

Le chef de l'Etat du Botswana, Mokgweetsi Masisi, a été placé en quarantaine après s'être rendu en Namibie, pays qui a enregistré trois cas du nouveau coronavirus, a annoncé dimanche la présidence. Mokgweetsi Masisi était présent samedi à Windhoek pour la prestation de serment de son homologue namibien Hage Geingob, réélu en novembre. Plusieurs centaines de personnes, dont les présidents zimbabwéens Emmerson Mnangagwa et angolais João Lourenço, avaient assisté à la cérémonie organisée au palais présidentiel. Dimanche soir, la présidence du Botswana a annoncé que «le directeur de la santé (...) avait placé son excellence» Mokgweetsi Masisi «en isolation pour une période de quatorze jours à compter du 21 mars 2020, à la suite de son voyage» en Namibie. Plus tôt dans la semaine, la Namibie avait «enregistré trois cas importés (...), mais le taux de dépistage faible dans la région fait (...) qu'il y a un risque élevé de transmission locale», a justifié la présidence dans un communiqué, précisant que Mokgweetsi Masisi allait être testé. Aucun cas de Covid-19 n'a été confirmé jusqu'à présent au Botswana. La présidence a expliqué que le voyage de Mokgweetsi Masisi en Namibie avait été l'occasion de discuter, avec les dirigeants de la région, des «mesures cruciales prises vis-à-vis du Covid-19 par les pays frontaliers du Botswana». Les rois chefs d'Etat ont fait le déplacement samedi à Windhoek en contradiction avec les ordres qu'ils ont donnés à leurs compatriotes en cette pandémie de Covid-19. Au Botswana, les fonctionnaires ont reçu ordre de ne pas quitter le pays. Au Zimbabwe, le président Mnangagwa a interdit à son gouvernement de voyager à l'étranger, une consigne qui, avait-il précisé cette semaine, s'appliquait aussi à lui-même.

COVID-19:

Le Président Ghali interpelle Guterres sur la situation des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a attiré l'attention du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, sur la situation dangereuse dans laquelle se trouvent les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines, appelant l'ONU à intervenir d'urgence pour les libérer immédiatement afin d'éviter une tragédie humanitaire dans les prisons, à la lumière de la propagation du nouveau coronavirus.

«Avec la plus grande inquiétude et préoccupation, nous vous adressons dans cette lettre pour attirer votre attention sur la situation dangereuse dans laquelle se trouvent les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines», a indiqué le Président Ghali, dans une lettre adressée dimanche à M. Guterres, soutenant qu'«avec l'escalade de la pandémie de

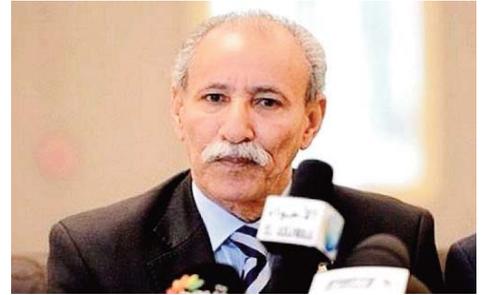
Corona dans diverses parties du monde, y compris le Royaume du Maroc, la situation de ces prisonniers laisse présager une évolution dangereuse, en ce qui constitue une menace réelle pour leur vie, en raison des conditions de vie difficiles dans les prisons de l'Etat d'occupation marocaine».

M. Ghali a indiqué que la propagation de l'épidémie de ce virus dangereux et les mesures urgentes nécessaires, notamment pour éviter les grands rassemblements et la surpopulation, sont en totale contradiction avec la situation dans laquelle ces prisonniers civils se trouvent dans des prisons marocaines réputées pour leur surpopulation.

«L'absence de conditions sanitaires dans le cas normal a entraîné de nombreux désagréments pour la santé de ces prisonniers civils sahraouis, ce qui signifie que le développement du virus Corona laisse présager

des conséquences désastreuses et imminentes», a-t-il alerté. Le président sahraoui a expliqué dans la lettre que «l'Etat d'occupation marocain a arrêté ces prisonniers civils sahraouis parce qu'ils défendaient le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, qui est garanti par la Charte et les résolutions des Nations Unies. Les autorités marocaines ont non seulement procédé à la détention injuste de ces personnes, mais les ont exposées à des pratiques illégales et immorales, notamment des procès militaires, des tortures et des expulsions loin de leurs familles, ce qui a conduit à leur détention aujourd'hui dans des cellules qui ne remplissent pas les conditions sanitaires minimales. «Au fur et à mesure que l'épidémie de Corona se propage, les maintenir dans ces conditions est carrément du terrorisme et une action irresponsable, qui peut à tout moment entraîner des conséquences imprévisibles», a dénoncé M. Ghali, soulignant que «la communauté internationale ne peut rester indifférente à un tel mépris de la vie humaine».

Dans son rapport annuel de 2019 sur les droits de l'Homme présenté au mois de janvier, l'ONG américaine Human Rights Watch, a enregistré «la détention continue de 23 Sah-



raouis par le Maroc après avoir été condamné à la suite de procès inéquitables en 2013 et 2017 sur la base d'aveux forcés, sans enquête sérieuse sur leur torture physique dans les postes de police et de la gendarmerie, après les affrontements qui ont éclaté suite au démantèlement violent et sanglant par les autorités marocaines du camp de protestation Gdeim Izik près d'El-Ayoune occupé, en 2010». L'ONG a également souligné que le processus de paix supervisé par les Nations Unies, entre le Front Polisario et le Maroc pour l'autodétermination au Sahara occidental, est au point mort depuis la démission de l'envoyé spécial Horst Kohler, et qu'aucun successeur n'est désigné pour le moment. Dans un rapport sur l'état des droits de

l'Homme au Sahara occidental occupé, l'Association des défenseurs des droits de l'Homme des Sahraouis (Co desa) a dénoncé les violations continues par l'occupant marocain des droits fondamentaux du peuple sahraoui, en particulier le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Maroc a continué de confisquer le droit des civils sahraouis à exprimer et manifester pacifiquement dans les villes du Sahara occidental, assiégeant de nombreux sites et lieux avec divers appareils répressifs et empêchant les manifestants sahraouis de les atteindre, en utilisant divers outils et moyens avec des pratiques dégradantes de la dignité humaine, a-t-on dénoncé dans le rapport.

SAHARAOCCIDENTAL : Ghali appelle à la libération des prisonniers sahraouis au Maroc

Le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Brahim Ghali, a appelé les Nations Unies à intervenir en urgence pour la libération immédiate des prisonniers sahraouis en «situation dangereuse» dans les prisons marocaines avec l'escalade de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans une lettre adressée dimanche au secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, le président sahraoui a soutenu qu'«avec l'escalade de la pandémie de Corona dans diverses parties du monde, y compris le Royaume du Maroc, la situation de ces prisonniers laisse présager une évolution dangereuse, en ce qui constitue une menace réelle pour leur vie, en raison des conditions de vie difficiles dans les prisons de l'Etat d'occupation marocain».

Le président Ghali a, en outre, alerté que la «propagation de l'épidémie de ce virus dangereux et les mesures urgentes nécessaires, notamment pour éviter les grands rassemblements et la surpopulation, sont en totale contradiction avec la situation dans laquelle ces prisonniers

civils se trouvent dans des prisons marocaines réputées pour leur surpopulation».

«Au fur et à mesure que l'épidémie de Corona se propage, les maintenir dans ces conditions est carrément du terrorisme et une action irresponsable, qui peut à tout moment entraîner des conséquences imprévisibles», a dénoncé M. Ghali, soulignant que «la communauté internationale ne peut rester indifférente à un tel mépris de la vie humaine». Le président sahraoui a, par ailleurs, expliqué dans sa lettre, que «l'Etat d'occupation marocain a arrêté ces prisonniers civils sahraouis parce qu'ils défendaient le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, qui est garanti par la Charte et les résolutions des Nations Unies».

«Les autorités marocaines ont non seulement procédé à la détention injuste de ces personnes, mais les ont exposées à des pratiques illégales et immorales, notamment des procès militaires, des tortures et des expulsions loin de leurs familles, ce qui a conduit à leur détention aujourd'hui dans des cellules qui ne rem-

plissent pas les conditions sanitaires minimales», a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, dans son rapport annuel de 2019 sur les droits de l'Homme présenté au mois de janvier dernier, l'ONG américaine de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, a enregistré «la détention continue de 23 Sahraouis par le Maroc après avoir été condamné à la suite de procès inéquitables en 2013 et 2017 sur la base d'aveux forcés, sans enquête sur leur torture physique dans les postes de police et de la gendarmerie, après les affrontements qui avaient éclaté suite au démantèlement violent et sanglant par les autorités marocaines du camp de la dignité, Gdeim Izik, près d'El-Ayoune occupé, en 2010». L'ONG a également souligné que le processus de paix supervisé par les Nations Unies, entre le Front Polisario et le Maroc, pour l'autodétermination du peuple sahraoui, est au point mort depuis la démission de l'envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, et qu'aucun successeur n'est désigné pour le moment.

MALAWI:

La nouvelle élection présidentielle fixée au 2 juillet

La Commission électorale malawite (MEC) a fixé, lundi, au 2 juillet prochain la date de l'élection présidentielle organisée après l'annulation, pour cause de fraude, du scrutin remporté en mai 2019 par le président sortant Peter Mutharika. «La MEC annonce que l'élection aura lieu le 2 juillet», a déclaré lors d'une conférence de presse sa présidente, Jane Ansah. Début février, la Cour constitutionnelle, saisie par l'opposition, avait invalidé la présidentielle de mai 2019, remportée de justesse, selon les résultats de la MEC, par le chef de l'Etat sortant Peter Mutharika. Ce dernier avait devancé de moins de 159.000 voix Lazarus Chakwera, à la tête du principal parti d'opposition, le Parti du congrès du Malawi (MCP).

La Cour constitutionnelle avait justifié l'invalidation du scrutin par les «irrégularités systématiques et graves», notamment le recours au liquide correcteur blanc sur de nombreux procès-verbaux. Elle avait ordonné l'organisation d'un nouveau scrutin «dans les 150 jours». La date du 2 juillet tombe «149 jours après le jugement» de la Cour constitutionnelle, a ajouté la MEC lundi, pour expliquer la date choisie. C'est la première fois qu'un scrutin est annulé au Malawi, petit pays d'Afrique australe stable, et la deuxième fois sur le continent, après l'invalidation de la présidentielle au Kenya en 2017.

PRISONS ISRAËLIENNES

L'ONU interpellée pour la libération des détenus palestiniens à cause du Covid-19

Le chef de la Commission des affaires des prisonniers et ex-prisonniers palestiniens, Qadri Abu Bakr, a exhorté dimanche le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, de faire pression sur l'occupant israélien pour la libération des détenus palestiniens, afin d'éviter une tragédie humanitaire dans les prisons, à la lumière de la propagation du nouveau coronavirus.

Israël avait annoncé son intention de libérer plus de 500 prisonniers israéliens, dans le but de réduire la surpopulation, et éviter la propagation du Coronavirus, ignorant les prisonniers palestiniens détenus dans des centres de détention surpeuplés, dont plus de 700 malades, 200 enfants, des dizaines de personnes âgées et des femmes, a dénoncé M. Qadri, cité par l'agence palestinienne de presse WAFA.

12% des détenus palestiniens souffrent d'hypertension artérielle, et de négligence médicale, selon la même source. Au mois de mars 2019, quelque 5.450 détenus politiques palestiniens

dont 48 femmes, sept membres du Conseil législatif palestinien se trouvaient dans des prisons israéliennes.

Un Palestinien tué par des tirs de soldats de l'occupant israélien en Cisjordanie

Un Palestinien a été tué dimanche par des tirs de soldats de l'occupant israélien près de Nilin, à l'ouest de Ramallah en Cisjordanie occupée, a indiqué le ministère palestinien de la Santé.

L'agence de presse officielle palestinienne Wafa a affirmé que l'armée de l'occupant israélien avait empêché une ambulance d'emmener cet homme à l'hôpital. Des résidents des environs



ont précisé qu'il s'appellait Soufiane al-Khawaja. Le gouverneur palestinien à Ramallah avait annoncé auparavant dimanche une inter-

diction de deux semaines des déplacements non essentiels en Cisjordanie pour prévenir la propagation de l'épidémie de coronavirus.

CORONAVIRUS

La France adopte une loi d'urgence sanitaire

Le Parlement français a adopté définitivement dimanche soir, par un ultime vote de l'Assemblée, le projet de loi permettant l'instauration d'un "état d'urgence sanitaire" de deux mois face à l'épidémie du coronavirus.

La France comptait dimanche soir 7.240 personnes hospitalisées et 674 décès, soit 112 morts de plus au cours des dernières 24 heures. Les députés français ont voté ce texte à main levée dans un hémicycle quasi vide pour raisons sanitaires. Le projet de loi avait obtenu peu avant un ultime feu vert du Sénat, également lors d'un vote à main levée. L'état d'urgence sanitaire encadrant la restriction des libertés publiques (confinement, réquisitions...), sera instauré pour deux mois "à compter de l'entrée en vigueur" de la loi, donc lorsqu'elle aura été publiée. Journal officiel, ce qui ne devrait tarder. Il pourra y être mis fin par décret avant l'expiration du délai, si la situation sanitaire s'améliore. Outre l'état d'urgence sanitaire, le projet de loi autorise le gouvernement français à prendre par ordonnances une série de mesures pour soutenir les entreprises et acte le report du second tour des élections municipales. Le premier tour a eu lieu le 15 mars.

COVID-19: Merkel, en contact avec un médecin testé positif, se met en quarantaine

Angela Merkel, en contact vendredi avec un médecin testé positif au nouveau coronavirus, a décidé de se placer immédiatement en quarantaine à domicile d'où elle poursuivra ses activités, a annoncé dimanche le porte-parole du gouvernement allemand. La chancelière a été "informée qu'un médecin qui lui avait administré un vaccin contre des infections à pneumocoque vendredi après-midi était positif" au nouveau coronavirus, a indiqué Steffen Seibert dans un communiqué. Mme Merkel "fera l'objet d'un test au cours des prochains jours" pour savoir si elle est infectée, a ajouté le porte-parole, pour qui un "test à ce stade ne serait pas concluant". La chancelière, âgée de 65 et chancelière depuis novembre 2005, "poursuivra ses activités officielles en quarantaine à domicile", à Berlin, conclut M. Seibert. Mme Merkel venait de présenter, juste avant l'annonce de sa mise en quarantaine, de nouvelles mesures pour endiguer l'épidémie de Covid-19, dont l'interdiction des rassemblements de plus de deux personnes et les fermetures de tous les restaurants en Allemagne.



AFGHANISTAN

Pompeo en visite inopinée à Kaboul

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, est arrivé lundi à Kaboul pour une visite inopinée lors de laquelle il doit s'entretenir avec le président Ashraf Ghani ainsi qu'avec son ex-chef de l'exécutif, Abdullah Abdullah, rapportent les médias. La visite intervient au lendemain d'une première discussion entre le gouvernement afghan et les talibans afghans au sujet d'un échange de prisonniers, étape cruciale dans le processus de paix en Afghanistan qui doit

faire suite à la signature d'un accord historique entre Washington et les insurgés le mois dernier.

Le texte prévoit le retrait progressif des troupes étrangères d'Afghanistan en échange de garanties de la part des Talibans. L'émissaire américain en charge des négociations de l'accord signé à Doha, Zalmay Khalilzad, a tweeté dimanche qu'il était "urgent" de mettre en place cette libération de prisonniers, alors que le nouveau coronavirus rend les échanges diplo-

matiques de plus en plus difficiles.

Cette mesure, qui figurait dans l'accord entre Washington et les insurgés prévoyait la libération de jusqu'à 5.000 talibans en échange de celle de 1.000 membres des forces afghanes.

L'échange devait avoir lieu le 10 mars, avant l'ouverture de discussions inédites entre le gouvernement afghan et les talibans, afin de décider de l'avenir du pays, mais a été retardé en raison de désaccords entre les deux camps.

COVID-19

Une troisième membre du gouvernement français testée positive

La secrétaire d'Etat auprès de la ministre française de la Transition écologique et solidaire, Emmanuelle Wargon, a annoncé dimanche sur twitter qu'elle avait été testée positive au coronavirus. "Je n'ai que des symptômes bénins à ce stade. J'applique la règle : je reste chez moi pour me reposer et protéger les autres", a-t-elle précisé sur son compte twitter. C'est la troisième membre du gouvernement français à avoir contracté

le Covid-19, après le ministre de la Culture Franck Riester et l'autre secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson. "La France doit faire évoluer rapidement sa stratégie de dépistage", a déclaré le ministre de la Santé, Olivier Véran, samedi lors d'une conférence de presse. Le dernier bilan de l'épidémie de COVID-19 en France communiqué par le ministère de la Santé s'élève à 14.459 cas et 562 décès.

CHINE-ETATS UNIS

La Chine et les Etats-Unis doivent coopérer pour combattre le Covid-19

Le nouveau coronavirus (Covid-19) est un défi mondial de santé publique et la Chine et les Etats-Unis doivent coopérer pour le combattre, a déclaré l'ambassadeur de Chine à Washington, Cui Tiankai. "L'épidémie de COVID-19 est un défi mondial de santé publique", a indiqué mardi M. Cui aux médias américains, selon une retranscription de l'ambassade chinoise à Washington. "Nous sommes vraiment dans le même bateau", a-t-il noté. "Nous devons donc travailler ensemble en tant que partenaires pour combattre le virus, pour restaurer la situation normale de l'économie, pour reconstruire la confiance de la population en l'économie planétaire, (et) pour construire la capacité de répondre à toutes les crises de ce type", a-t-il dit. Il a également indiqué que la Chine "est prête à travailler avec d'autres pays pour relever ce défi mondial et est prête à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider



les autres". Interrogé sur les propos de certains hommes politiques américains qualifiant le COVID-19 de "virus chinois", M. Cui a déclaré que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avait des pratiques de dénomination des maladies pour éviter les effets négatifs sur les nations et les peuples. "Nous espérons que tout le monde suivra les règles de l'OMS", a-t-il ajouté. "Il est essentiel de tracer l'origine" du coronavirus, "mais

c'est le travail des scientifiques, pas des diplomates ou des journalistes", a estimé l'ambassadeur, insistant sur le fait que "de telles spéculations étaient très néfastes et dangereuses". Les relations sino-américaines sont "à la croisée des chemins", a-t-il averti, ajoutant que les deux pays devaient "faire le bon choix pour le futur de leurs liens". "En réalité, nous n'avons pas d'autre option que la coopération", a-t-il poursuivi.

INDE

17 policiers tués dans une attaque des rebelles maoïstes

Les corps de 17 policiers indiens, portés disparus après une attaque menée par des rebelles maoïstes dans le district de Sukma à Chhattisgarh (centre-est), ont été retrouvés dimanche, a annoncé la police.

"Les corps de 17 jawans (policiers auxiliaires contre-guérilla, ndr) ont été récupérés par une équipe de recherche et évacués des forêts de Minpa", a déclaré à la presse le directeur général de la police de l'Etat de Chhattisgarh, DM Awasthi.

"Alors que les équipes de patrouille se trouvaient à proximité des forêts du village de Minpa, un groupe d'environ 250 rebelles, lourdement armé, les a pris en embuscade", a-t-il ajouté. "Plus tard, 17 éléments des forces de sécurité ont été portés disparus pour lesquelles une opération de recherche

a été lancée. Aujourd'hui, leurs corps ont été retrouvés et l'équipe de recherche est sur le chemin du retour", a fait savoir le responsable indien.

"Les soldats blessés, dont l'état de deux d'entre eux est critique, ont été transportés par avion à l'hôpital à Raipur (capitale de l'Etat de Chhattisgarh)", a-t-il dit. Ce bilan est la plus importante perte essuyée par les forces de sécurité indiennes depuis le 24 avril 2017, lorsque les maoïstes aient tué 25 policiers dans une embuscade près de Burkapal à Sukma. Depuis 1980, ce conflit qui oppose une guérilla maoïste, dite "naxalite", aux forces armées indiennes, a coûté la vie à plus de 15.000 personnes notamment dans les régions forestières de Chhattisgarh, d'Odisha, du Bihar, du Jharkhand et du Maharashtra.

IMPACT DE L'ÉPIDÉMIE COVID 19 SUR LA CULTURE

La Tunisie se dote d'un "Fonds Relance Culture"

Devant l'impact déjà perceptibles sur les activités et les acteurs de la culture, le ministère tunisien des affaires culturelles annonce sur sa page Facebook la création d'un Fonds Relance Culture destiné à « accompagner les opérateurs et espaces culturels, publics et privés, fortement déstabilisés par cette crise globale », écrivait hier, le site www.leconomistemaghreb.com qui rappelle qu'en raison « de la pandémie du COVID-19, plus de 700 activités et festivals ont été annulés ou reportés. »



Le fonds bénéficiera de fonds publics et de privés et fait appel aux « organismes et individus soucieux de participer à la relance du secteur ». La situation a en effet impacté toutes les branches culturelles et les filières artistiques, ce qui pousse les créateurs de ce fonds à indiquer que « l'un des objectifs immédiats de ce fonds

sera donc d'assurer la stabilité sociale et économique de ces acteurs », ajoute ce site tunisien. Outre aider les artistes et créateurs tunisiens à « faire face aux difficultés engendrées par l'annulation des diverses performances et manifestations culturelles », et aussi à prendre en compte « les éventuels dommages financiers et sociaux »

le fond se consacrera également à la mobilisation de ressource pour accompagner des projets culturels structurants. Les modalités de fonctionnement ainsi que les critères d'éligibilité seront fixés ultérieurement fait savoir le ministère des affaires culturelles tunisien.

DKNews

EN PLEIN CONFINEMENT GÉNÉRAL EN FRANCE

Des ballades culturelles virtuelles à domicile



Parmi les initiatives proposées aux habitants de France, dont la population est majoritairement confinée depuis plus d'une semaine, la Bibliothèque Nationale de France offre une série de circuits culturels disponibles en ligne. Ainsi ce voyage "Fantasy" est présenté sous forme de jeu interactif embarquant l'utilisateur dans des visites sur des circuits et des décors féériques, selon le site www.journaldugeek.com qui précise que cette balade « qui dure 40 minutes, promet aux utilisateurs d'approfondir leurs connaissances avec Harry Potter, le Seigneur des anneaux et Game of Thrones. » Pour les amateurs de photos d'art, la BNF suggère de voir les plus belles réalisations du monde en restant sur le canapé. Le musée du Louvres, dont les portes ont été fermées reste accessible sur le net ; « grâce à une visite virtuelle, les amateurs d'art pourront découvrir plusieurs collections comme celles de l'Antiquité égyptienne, médiévale et la galerie d'Apollon », rapporte ce même site. De son côté la SACEM (société des auteurs compositeurs de musique) propose une ballade dans l'histoire de la mélodie française. Une virée virtuelle est également possible vers les Etats Unis où le MOMA (museum of modern art) « ouvre aussi ses portes virtuelles et permet ainsi d'admirer plusieurs œuvres majeures comme "La Nuit Etoilée" de Van Gogh ou encore la Route tournante à Montgeroult de Paul Cézanne », peut-on lire sur lesnumeriques.com.

DKNews

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

TÉLÉPHONIE FIXE

La date d'échéance de paiement des factures prolongée d'un mois (Algérie Télécom)

L'opérateur public Algérie Télécom a annoncé lundi que la date d'échéance de paiement des factures téléphoniques de ses abonnés va être prolongée d'un mois.

Algérie Télécom a également indiqué qu'"aucune coupure ne sera effectuée sur les lignes téléphoniques fixes de l'ensemble de ses abonnés durant cette durée".

L'opérateur historique avait déjà lancé, la semaine dernière, des promotions "avantageuses" pour ses clients qui utilisent le e-paiement (paiement électronique) afin de leur éviter les déplacements vers ses agences et ainsi minimiser les risques de propagation du coronavirus.

L'opérateur historique a indiqué que "ces paiements peuvent être effectués en utilisant l'application mobile d'Algérie Télécom ou son espace clients (<https://ec.algerietelecom.dz>)".

Algérie Télécom a rappelé que d'autres services permettent à ses clients de recharger à distance en utilisant une carte de recharge par le biais du 1500 à partir d'une



ligne téléphonique fixe ou mobile.

Par cette initiative, AT vise à "améliorer et à renforcer l'expérience client de ses abonnés et démontrer par la même occasion qu'elle est à l'écoute de leurs attentes et surtout soucieuse de leur

sécurité vis à vis de la pandémie mondiale résultant par le coronavirus".

Pour plus d'informations, AT vous invite à contacter le service Client en composant le 12 ou à consulter le site Internet: www.algerietelecom.dz.

COVID 19

L'université de Tlemcen consacre une plateforme électronique pour assurer des cours aux étudiants

L'Université "Aboubekr Belkaid" de Tlemcen a lancé une plateforme électronique pour assurer des cours aux étudiants, dans le cadre des mesures préventives pour éviter la propagation du Coronavirus, a-t-on appris, dimanche de cet établissement.

Le vice-recteur de l'université, Boulenouar Bensaim, a souligné que cette plateforme électronique est destinée aux enseignants et aux étudiants par le biais de laquelle les différents cours, travaux dirigés et travaux pratiques sont fournis sur une période de 4 semaines en utilisant les techniques du E-learning. Il a ajouté que l'opération, lancée depuis deux semaines, est suivie par le centre d'informatique de la direction de l'université, se poursuit à un bon rythme en touchant les facultés de technologie, des sciences de la nature et de la vie. "Tous les cours seront disponibles sur cette plateforme électronique au profit



des étudiants pour le reste des facultés au début de la semaine prochaine", a-t-il assuré. Par ailleurs, M. Bensaim a rappelé que le ministère de tutelle a lancé, en 2016, la formation obligatoire de des professeurs nouvellement recrutés en matière d'utilisation des programmes électroniques comme supports pédagogiques.

Des sessions de formation ont été organisées et supervisées par des chefs de département et des ingénieurs spécialisés en informatique à l'Université de Tlemcen, avant le lancement de la plate-forme

électronique. L'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures préventives prises par l'Etat pour éviter la propagation du Coronavirus au sein des établissements d'enseignement supérieur.

Elle vise à assurer une interaction à distance via la plateforme électronique entre l'enseignant et l'étudiant dans le but d'assurer la continuité des cours aux étudiants afin d'éviter tout retard dans l'achèvement du programme universitaire, selon le même responsable.

Il a souligné qu'après le retour à la normale de la situation sanitaire que

traverse le pays, il est prévu qu'un cours soit programmé dans chaque faculté pour établir un résumé des cours assurés via cette plateforme.

Par ailleurs, le même responsable a annoncé que dans le cadre des mesures préventives contre le Coronavirus, des laboratoires de recherche des facultés des sciences et sciences de la nature et vie de l'université de Tlemcen ont produit 100 litres de désinfectants et distribués aux personnels des établissements universitaires de la wilaya.

APS

COMMERCE EN LIGNE

Amazon réduit drastiquement ses livraisons

Devant l'explosion des commandes en ligne en raison du confinement général des populations, le leader mondial du commerce en ligne Amazon a décidé de réduire ses livraisons pour ne répondre qu'aux commandes relatives aux « produits les plus importants, comme des produits de base, de l'équipement médical ou d'autres produits dont la

demande est en augmentation », rapporte le site technologique français lesnumériques.com, dans un papier d'hier. La restriction touche essentiellement ses livraisons en France et en Italie, selon la société qui a également prévenu que l'assiette des produits concernés évoluera en permanence. Les revendeurs tiers, dont les livraisons sont

assurés par Amazon ont été informés que les commandes de "produits moins essentiels" ne seront plus prises en compte, sans qu'aucune liste de produits ne leur soit indiquée, ce qui revient à dire que « la définition de ces produits reste à la discrétion d'Amazon », précise lesnumériques.com. Pour le reste des produits commercialisés par lui, mais de

moindre nécessité, tels les jouets, Amazon a fait avoir que leur livraison continuera d'être assurée avec cependant des délais plus allongés, allant jusqu'à 7 jours. Pour rappel le leader américain a fait face il y a quelques jours à un mouvement social de retrait de 200 employés qui ont fait jouer leur droit au retrait.

DKNews



COVID-19

Facebook réduit ses débits en Europe pour éviter la congestion de l'Internet



Le débit des vidéos sur Facebook et Instagram en Europe va être temporairement bridé pour éviter une congestion de l'internet, sollicité en pleine épidémie de coronavirus, a annoncé dimanche la maison-mère des réseaux sociaux, dans la foulée de mesures similaires de Netflix et Google.

"Pour aider à limiter toute congestion potentielle du réseau, nous allons réduire temporairement les débits binaires pour les vidéos sur Facebook et Instagram en Europe", a déclaré un porte-parole de Facebook, cité dans un communiqué, repris par des médias.

Avant Facebook, Netflix avait annoncé jeudi avoir pris la décision de réduire les débits sur tous ses flux en Europe pendant 30 jours. Vendredi, Google avait fait de même pour son service de vidéos YouTube. Ces géants américains répondaient ainsi à une demande formulée par

le commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton. Le responsable avait appelé mercredi les plateformes de diffusion et les opérateurs à prendre des mesures pour alléger la pression sur l'internet, afin de faciliter le travail à distance et l'éducation en ligne durant la période de confinement imposée dans les pays d'Europe pour lutter contre la propagation du Covid-19.

Les obligations de confinement et le télétravail ont augmenté le trafic sur internet, avait souligné le commissaire mercredi.

M. Breton avait demandé aux plateformes de diffusion en continu de "coopérer avec les fournisseurs de télécommunications pour adapter le débit de la diffusion vidéo en continu en proposant temporairement la définition standard plutôt que la haute définition, en tenant compte des heures de travail les plus critiques".

RUSSIE

Vers la géolocalisation des personnes infectées par le covid-19

Un système de suivi géographique des personnes qui ont pu être en contact avec des patients contaminés par le nouveau coronavirus, sera prochainement mis en place en Russie, a annoncé lundi, le cabinet du Premier ministre Mikhaïl Michoustine.

Le système devrait être opérationnel d'ici le 27 mars, a indiqué le Premier ministre sur son site Internet dans un communiqué, relayé par l'agence de presse, Sputnik. Selon la même source, le ministère des Communications créera ce dispositif à partir des données de géolocalisation des téléphones portables. Il offrira la possibilité au gouvernement d'informer les citoyens qui sont entrés en contact avec une personne identifiée comme porteuse du virus.

Le message les exhortera à s'isoler, et leurs informations géographiques seront envoyées à leur tour aux autorités. Le gouvernement de la Fédération de Russie a également annoncé un investissement de 10 milliards de roubles (116 millions d'euros) pour le diagnostic et le traitement des maladies épidémiques, l'achat d'équipements de protection et de médicaments.

Selon le dernier bilan des autorités en date du lundi, la Russie comptabilise 438 personnes infectées, dont 17 ont déjà guéri. Le gouvernement a mis à disposition des citoyens un site internet où ils peuvent suivre toutes les données et les recommandations officielles liées à la pandémie de Covid-19.

Programme de la soirée

TF1 21:05



Prodigal Son

Épuisé par ses multiples insomnies liées à ses cauchemars, Malcolm est en proie à des hallucinations. Il demande néanmoins à Gil de collaborer à une enquête sur un double homicide survenu dans un bar et qui ressemble à un règlement de comptes entre trafiquants de drogue. Powell constate que l'une des deux victimes a la langue tranchée. Bright est persuadé, de son côté, que la motivation de ses crimes est la vengeance. La suite des investigations prouve qu'il a raison. Quant à Jessica, elle reçoit une offre de collaboration intéressante.

france 2 21:05



Ensemble avec nos soignants

EnsembleAvecNosSoignants. Destinée à soutenir les hôpitaux et l'ensemble des personnels soignants, mobilisés 24 heures sur 24, cette grande émission de solidarité et d'appel aux dons, s'articule autour de prises de parole, de témoignages de soignants et de personnes touchées par le coronavirus. De nombreux artistes, personnalités et anonymes, désireux d'apporter leur soutien aux professionnels de santé, sont présents tout au long de la soirée, en vidéo depuis leur domicile : Patrick Bruel, Carla Bruni, Ari Abitman, Gad Elmaleh, ou encore Joyce Jonathan. Tout au long de ce grand prime de solidarité, les besoins prioritaires des hôpitaux et des personnels de santé sont exprimés et relayés. France Télévisions s'associe à la Fondation de France pour accompagner et mettre en oeuvre la collecte des dons du public.

france 3 21:05



Plus belle la vie

Andres et Mirta ont organisé une merveilleuse surprise à Luna : une fête rassemblant ceux qu'elle aime au cours de laquelle Andres assumera enfin l'amour qu'il a pour cette dernière. En route vers cette réception explosive, Sabrina, Mila, Nathan et Mouss vont avoir l'occasion de se rapprocher. Non loin de ces réjouissances, autre ambiance pour Eric et Franck qui, accompagnés de Blanche et de Noé, participent à un escape game aux couleurs indiennes. Un jeu en pleine nature qui permettra à Franck de tenter de retrouver sa place de père auprès de son fils, Noé.

CANAL+ 21:05



Le roi lion

Dans la savane, un événement de taille vient de se produire : Simba, le fils du roi lion Mufasa, vient de naître et il est présenté à tous les animaux sur lesquels il est appelé à régner un jour. Mais si la liesse s'empare de la plupart des animaux, Scar, le frère de Mufasa, qui voit une fois de plus le trône lui échapper, rumine dans l'ombre. Les jours passent et Simba, jeune et aventureux, toujours accompagné par l'oiseau Zazu, découvre son futur royaume. Il s'aventure tellement loin qu'il croise le chemin de la hyène Shenzi, qui se révèle particulièrement menaçante.

6 21:05



Pékin express : retour sur la route mythique

Pour cette demi-finale, les trois binômes encore en lice s'affrontent lors de trois courses trépidantes, dans les décors grandioses de la Mongolie-Intérieure, région autonome du nord de la Chine. Les duos sont confrontés à des épreuves sportives ou de logique. Les candidats ont beaucoup de mal à se faire comprendre, ce qui pose un réel problème pour avancer en stop. Avec trois amulettes de 20 000 euros à gagner pour le premier tandem de chaque compétition, l'objectif des concurrents est d'éviter les enveloppes noires qui peuvent les empêcher de participer à la grande finale de cette saison anniversaire.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2420

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

2			4					8
4			5		1	7	2	
1	6					4		
2					5			
9								2
3						6		
	4				6			
6	3	9		8				
1			3					

2				4					8
	1			8		6	7	2	
	7	4					6		
	9							4	
3									9
	6								1
					5				2
							3	4	5
				6	7				
							7	5	
				1	5				

5				8					2				9
7			1	3					8		7	6	5
6	4				1								
5						7						2	
2													8
4												7	
		5				7	6						
2	6	7			9		4						
4			3										5



«Les yeux sont aveugles. Il faut chercher avec le coeur.»

Antoine de Saint-Exupéry

Mots croisés N°2420

- Horizontalement:**
- 1 - Chef de clique
 - 2 - Crevais un oeil - Marche
 - 3 - Extraire - Pièce de mûre
 - 4 - Font sourire - Chaton de fleur
 - 5 - Surgies - Joliment colorée
 - 6 - Désinence verbale - Ascète solitaire - Sigle de société
 - 7 - Musette - Epaule
 - 8 - Séjours forcés de malades
 - 9 - Etoile changeante - Préposition - Plus très jeune
 - 10 - Bulletin de propagande - Remorquées
- Verticalement:**
- A - Paralysant
 - B - Détériorera - Matière de ratelier
 - C - Poisson de terre-neuvas - Creusa comme autrefois
 - D - Région avicole - Nappe d'eau
 - E - Cannibale de conte - Trait de lumière
 - F - Accord de pensées
 - G - Chauffeur de pharaons - Arme de rétiaire
 - H - Vieille copine - En outre
 - I - Base - Qualité de diamantaire
 - J - Ne sent pas la rose - Auxiliaire divin
 - K - Ronds mais aplatis - Accessoire de caddie
 - L - Pas très courant - Abris de navigateurs

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



CORONAVIRUS

REPORT DES JO-2020: «Eviter de faire pression sur les organisateurs des Jeux» (Comité olympique russe)

Le Comité olympique russe (ROC) a appelé lundi la communauté sportive à éviter de faire pression sur les organisateurs des Jeux olympiques-2020 et de les forcer, pour cause de coronavirus, à prendre des "décisions hâtives" face à la menace d'un report de ces joutes prévues à Tokyo cet été.

"La panique est le pire de ce qui pourrait arriver dans la situation actuelle", a indiqué le Comité olympique dans un communiqué, appelant les "représentants de la communauté sportive à rester calme, à agir de manière méthodique et constructive en se préparant aux JO de Tokyo, et à faire tous les efforts pour parvenir à un consensus".

"Nous considérons comme inacceptable toute tentative de faire pression sur les organisateurs des Jeux et de les forcer à prendre des décisions hâtives", poursuit ce communiqué, dans lequel les autorités sportives russes estiment que tous les pays devraient "apporter leur soutien complet" au Japon.

Les Jeux olympiques doivent normalement se tenir à Tokyo du 24 juillet au 9 août, et les Paralympiques du 25 août au 6 septembre, mais leur organisation est menacée par l'ampleur de la pandémie de coronavirus. Jusqu'ici inflexible, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a admis lundi qu'un report "pourrait devenir inévitable", à l'instar du CIO dimanche.

Un nombre grandissant de fédérations sportives nationales ont appelé ces derniers jours à un report de l'événement, emboîtant le pas à des critiques d'athlètes d'abord isolées.

Depuis novembre 2015, la Russie est au coeur d'une affaire de dopage qui lui a valu notamment d'être exclue des JO-2018 d'hiver de Pyeongchang, exclusion qui devrait se répéter cet été pour les JO de Tokyo, sous réserve d'une décision du Tribunal arbitral du sport (TAS).

L'Indonésie convertit un village d'athlètes en hôpital

L'Indonésie a converti en hôpital un ancien village d'athlètes, remontant aux Jeux asiatiques de 2018, pour faire face à la vague montante de malades, atteints du coronavirus.

Ce complexe de dix tours, a été ouvert lundi, dans le centre de la capitale Jakarta avec une capacité initiale de 3.000 lits.

Le président indonésien Joko Widodo a visité le nouvel hôpital et annoncé à des journalistes que "l'infrastructure et l'équipement étaient prêts". "Mais j'espère que nous n'aurons pas à l'utiliser et que les hôpitaux normaux suffiront à traiter les patients", a-t-il ajouté.

Les dirigeants indonésiens ont été critiqués pour leur manque de réactivité face à la crise sanitaire qui pourrait être explosive dans ce

HANDISPORT:

Les employés de la Fédération algérienne en mode télétravail

Le personnel de la Fédération algérienne handisport (FAH) a été contraint de travailler depuis son domicile au moins jusqu'au début du mois d'avril en application des mesures de précaution contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a indiqué lundi le président de l'instance fédérale, Mohamed Hacheffa.

"La santé reste la chose la plus importante. Cette décision durera au moins 14 jours, à compter d'hier dimanche. Elle vise essentiellement à diminuer les contacts physiques sur les lieux de travail", a expliqué Mohamed Hacheffa à l'APS. Le premier responsable de la FAH a expliqué que tout le personnel de la fédération est en mode télétravail, y compris sa personne: "Nous suivons la situation de près et restons en contact permanent avec tous les membres, de même qu'avec le Comité international paralympique (IPC)".

En application des décisions du ministère de la Jeunesse et des Sports, la FAH avait suspendu toutes ses compétitions, au même titre que les autres instances sportives nationales.

"Seuls les athlètes de sports individuels qualifiés aux prochains Jeux Paralympiques ont l'autorisation pour continuer à s'entraîner du ministre de la Jeunesse et des Sports qui a, dans ce sens, donné des instructions aux différents centres de regroupements, OPOW et infrastructures dépendant de la tutelle pour leur faciliter l'accès selon un planning établi à l'avance et sur demande des différentes fédérations sportives", selon Hacheffa. Enfin, le président de la FAH a lancé un appel à tous les Algériens



et la saison ne devrait désormais commencer au plus tôt que le 14 juin avec le Grand Prix du Canada à Montréal.

"Le report a été décidé après des discussions approfondies avec Formula 1 (le promoteur de la F1, ndlr) et avec la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan", soulignent les organisateurs dans un communiqué.

et la saison ne devrait désormais commencer au plus tôt que le 14 juin avec le Grand Prix du Canada à Montréal.

"Le report a été décidé après des discussions approfondies avec Formula 1 (le promoteur de la F1, ndlr) et avec la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan", soulignent les organisateurs dans un communiqué.

FORMULE 1: Le Grand Prix d'Azerbaïdjan reporté

Le Grand Prix d'Azerbaïdjan de Formule 1, qui devait se dérouler dans les rues de Bakou le 7 juin, a été reporté à une date non précisée en raison de la pandémie de coronavirus, ont indiqué ses organisateurs lundi.

C'est le 8e Grand Prix du championnat du monde de F1 à être reporté ou annulé

et la saison ne devrait désormais commencer au plus tôt que le 14 juin avec le Grand Prix du Canada à Montréal.

"Le report a été décidé après des discussions approfondies avec Formula 1 (le promoteur de la F1, ndlr) et avec la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan", soulignent les organisateurs dans un communiqué.

JO / CORONAVIRUS :

Le parcours de la flamme olympique "pour l'instant" inchangé

Le parcours de la flamme olympique est pour l'heure

maintenu, et le relais censé débuter jeudi à Fukushima suivra son cours normal, malgré les craintes liées à la pandémie de coronavirus, ont assuré lundi les organisateurs des Jeux olympiques-2020 de Tokyo.

"La décision prise il y a une semaine, de maintenir le parcours de la flamme en l'état, reste pour l'instant appropriée", a déclaré le directeur général du comité d'organisation des JO Toshiro Muto.

"Le relais de la flamme débutera le 26 mars à Fukushima.

Les plans n'ont pas changé", malgré la situation jugée "de pire en pire".

Dimanche, le Comité international olympique (CIO) a pour la première fois évoqué l'option d'un report des JO en raison de la pandémie de coronavirus, se donnant quatre semaines pour trancher.

Une réponse à la pression exercée par certains athlètes et plusieurs fédérations nationales, qui estiment impossible le maintien des Jeux aux dates prévues (24 juillet-9 août) dans les circonstances sanitaires actuelles.

La footballeuse Nahomi Kawasumi, établie aux Etats-Unis, a par ailleurs annoncé lundi qu'elle renonçait à participer au relais de la torche, afin d'éviter de contaminer qui que ce soit.

Face au scepticisme ambiant, les organisateurs ont décidé vendredi de réduire le faste de la cérémonie d'accueil de la flamme, acheminée par avion depuis la Grèce: 200 enfants qui devaient y assister ont finalement été renvoyés chez eux.

Les cérémonies quotidiennes d'accueil et de départ de la flamme ont en outre été interdites aux spectateurs, et

les rassemblements sur son parcours découragés.

En dépit de ces préconisations, plus de 50.000 personnes se sont massées samedi à la gare de Sendai, à 300 kilomètres au nord de Tokyo, pour voir la flamme qui y était exposée.

"C'est une preuve de l'intérêt des Japonais, d'une certaine manière nous en sommes ravis", a commenté M.

Muto, avant de souligner que la priorité des organisateurs résidait dans la prévention de la propagation du virus et la mise en place de "contremesures poussées".

Plus de 324.000 cas d'infection ont été recensés dans 171 pays et territoires depuis le début de la crise sanitaire, qui a fait au moins 14.396 morts, selon un bilan provisoire établi dimanche à 19H00 GMT.

CORONAVIRUS

LIGUE 1

«Les joueurs doivent suivre strictement l'entraînement individuel» (kiné)

Les joueurs de Ligue 1 de football sont appelés à «suivre strictement l'entraînement individuel» à domicile et avoir «une hygiène de vie irréprochable», en cette période d'arrêt de la compétition en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a préconisé dimanche le kinésithérapeute Omar Lahoussine.

«En cette période d'arrêt de la compétition, les joueurs sont soumis à un programme d'entraînement individuel à domicile qu'ils doivent respecter.

Ils sont obligés également d'avoir une hygiène de vie irréprochable, d'autant que la suspension du championnat intervient en phase retour, soit à quelques journées de la fin de la saison», a affirmé à l'APS Lahoussine, membre du staff médical du CR Belouizdad, actuel leader de la Ligue 1.

En raison de la situation sanitaire actuelle au pays, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a pris la semaine dernière la décision de suspendre toutes les manifestations sportives et de fermer toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, jusqu'au 5 avril.

Selon un dernier bilan établi samedi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, 139 personnes ont été infectées par le coronavirus en Algérie, dont 15 en sont décédées.



«Nous ne pouvons pas contrôler les joueurs chez eux, ils doivent être responsables et appliquer les exercices du repos actif.

Au niveau du CRB, chaque élément a un programme à suivre.

Dans le cas où la reprise se fera à partir du 5 avril, chaque joueur sera soumis à un test physique, comme c'est le cas

durant l'intersaison, pour connaître celui qui est apte à la compétition et celui qui ne l'est pas.

La charge de travail sera différente d'un élément à un autre», a-t-il précisé.

Interrogé sur une éventuelle reprise du championnat et son impact sur l'aspect physique et le risque de blessure, l'ancien kinésithérapeute de l'USM Al-

ger et du MC Alger affirme : «Le risque existe bien évidemment, c'est la raison qui doit pousser les joueurs à travailler en cette période d'inactivité.

En cas de reprise de l'activité, il y aura concertation entre les staffs médical et technique pour prendre une décision collégiale concernant les joueurs les plus en forme qui seront retenus pour la compétition».

FIFA
Le football risque la récession, prévient Infantino

Le président de la fédération internationale de football (Fifa) l'Italo-suisse Gianni Infantino, a exprimé lundi ses craintes quant au risque d'une récession dans le monde footballistique, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) qui touche pratiquement l'ensemble de la planète.

«La récession ? C'est un risque. Il faut une vision globale de l'impact économique (...) On ne sait pas quand on va revenir à la normalité.

Mais regardons l'opportunité : on peut réformer le football mondial en faisant un pas en arrière.

Moins de compétitions, mais plus intéressantes. Peut-être moins d'équipes, mais plus équilibrées.

Moins de matches pour protéger la santé des joueurs, mais plus combattus. Ce n'est pas de la science-fiction, parlons-en», a-t-il indiqué dans un entretien accordé au quotidien italien la Gazzetta dello Sport.

En raison de la pandémie dévastatrice qui touche le monde entier, l'ensemble des championnats ont été suspendus, alors que plusieurs tournois ont été reportés à l'image de l'Euro-2020 et de la Copa America.

Pour le patron de la Fifa, il va falloir «quantifier» les pertes, voir comment «les couvrir» et «faire des sacrifices».

«Les équipes bien gérées seront avantagées. On ne repartira pas de zéro car on est des privilégiés. Mais sauvons tous ensemble le football d'une crise qui risque d'être irréversible».

Evasif sur la reprise des compétitions

Interrogé sur une possible date de reprise des compétitions, Infantino est resté évasif, estimant que face à la crise sanitaire actuelle, la santé «passe avant tout. Ensuite, il y a tout le reste. Et dans le reste, les dirigeants doivent se préparer au meilleur mais aussi au pire.

Il ne faut pas paniquer, mais il faut le dire clairement : nous recommencerons à jouer quand nous ne mettrons pas en danger la santé de personne.

Les Fédérations et les Ligues doivent suivre les recommandations des gouvernements et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a expliqué le président de la Fifa. Concernant le rôle que va jouer l'instance internationale dans ce contexte, Infantino met l'accent sur un prochain « calendrier des sélections.

Puis ensuite aux modifications et dispenses temporaires des règlements sur le statut des footballeurs et des transferts (...) Il faut des mesures plus dures. Il n'y a pas d'autres choix. On doit tous faire des sacrifices».

APS

ALGÉRIE

Bougherra plaide pour un «confinement obligatoire»

L'ancien défenseur international algérien et capitaine des «Verts», Madjid Bougherra, a plaidé dimanche pour un «confinement obligatoire» afin de faire face à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), estimant qu'il constituait la «seule solution» pour éradiquer ce virus.

«Un message important pour tous les Algériens. Il faut protéger nos parents et nos grands-parents en évitant de sortir dehors : si tout le monde reste chez lui, la maladie va disparaître très rapidement mais cela passe par un confinement obligatoire», a indiqué Bougherra dans une vidéo de sensibilisation diffusée sur la page officielle Facebook de la Fédération algérienne de football (FAF).

Selon un dernier bilan établi samedi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, 139 personnes ont été infectées par le coronavirus, dont 15 en sont décédées. «Aujourd'hui, le



coronavirus a touché l'ensemble de la planète et la seule solution pour l'éradiquer est d'éviter la transmission, c'est de rester à la maison au maximum et se déplacer au minimum.

C'est très important. Evitez le contact des enfants avec les personnes âgées car la plupart du temps, les enfants sont porteurs, mais des porteurs sains. C'est une période qui va être difficile, priez et faites

des dou'as», a-t-il ajouté. La campagne de sensibilisation pour stopper la propagation du Covid-19 est en train de s'étendre dans le domaine du sport en général, et le football en particulier.

Outre Bougherra, les Slimani, Mahrez et autre Bennacer ont lancé des appels à la population pour appliquer les consignes de prévention.

Bougherra (37 ans) avait rejoint l'équipe nationale en 2004 alors qu'il relevait encore de la catégorie «espoirs», puis a progressivement grimpé les échelons, jusqu'à en devenir le capitaine.

Le «Magic» a disputé, entre autres, les Coupes du monde de 2010 et 2014, ainsi que les Coupes d'Afrique des nations de 2010 et 2015. Il a joué son dernier match officiel sous le maillot national lors de la CAN-2015, en Guinée-Equatoriale, lors duquel l'Algérie s'est inclinée en quarts de finale contre la Côte d'Ivoire (3-1).

(CAN-2021)/ OUGANDA

Le sélectionneur McKinstry vise les demi-finales

Le sélectionneur de l'Ouganda Johnny McKinstry a assuré que son objectif avec sa sélection, lors de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2021), prévue au Cameroun, sera les demi-finales.

«Actuellement, les joueurs progressent très bien.

Ils s'adaptent comme ils le peuvent aux discours et méthodes de travail de l'équipe», a indiqué à Radio City locale, le sélectionneur des Cranes, et il n'attend qu'une grosse compétition pour les évaluer et juger leur comportement.

L'ancien sélectionneur de Sierra Leone croit, comme fer,

que son groupe s'en sortira bien lors de la CAN-2021.

«Certes, pour l'instant nous n'avons encore été testé à de grands tournois, mais je suis confiant que quand le moment viendra, on s'en sortira admirablement et bien», a-t-il souligné.

L'optimisme du technicien nord-irlandais est basé sur le fait que sous sa coupe, les Cranes comptent neuf victoires et un nul en dix matchs, mais il a disputé des rencontres ont été disputées dans le cadre du tournoi CECAFA en 2019.

«Je considérerais mon passage à la tête de la sélection ougan-

daise comme réussi, quand on atteindra les demi-finales de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations-2021».

Engagés dans le groupe B des éliminatoires de la CAN-2021, avec le Burkina Faso, le Malawi et le Soudan Sud, les Ougandais partagent la première position (4 points) avec les Etalons burkinabés, suivi du Malawi (3 pts) et le Soudan Sud (0 point), après deux journées disputées.

Les Cranes sont en bonne



voie pour une qualification, puisqu'ils avaient contraint le Burkina Faso au nul (0-0), avant de battre le Malawi (2-0).

Les deux premiers du groupe B se qualifieront à la phase finale de la CAN 2021.

CORONAVIRUS

LIGUE 1 FRANÇAISE
Anthar Yahia
plutôt intéressé
par Angers que
par l'USMA

L'ancien défenseur international algérien Anthar Yahia, s'est dit lundi intéressé à l'idée d'occuper le poste de manager général d'Angers SCO (Ligue 1 française de football), alors qu'il est en contact avec l'USM Alger (Ligue 1/Algérie).

"Il y a une procédure en cours envers une personne que j'estime et à qui je souhaite le meilleur. Maintenant, si le club vient à me chercher ou à me contacter, je serais intéressé oui", a-t-il indiqué au site spécialisé Top Mercato.

La formation angevine, où évolue le milieu offensif international algérien Farid El-Mellali, a mis à pied à titre conservatoire le mardi 10 mars, le manager général Olivier Picque, ce dernier devrait se voir signifier dans ses prochains jours son licenciement, par courrier recommandé, selon la presse locale.

L'intérêt d'Angers intervient quelques jours après celui formulé officiellement par l'USM Alger, qui par le biais du P-dg du groupe Serport (actionnaire majoritaire du club, ndlr) Achour Djelloul, a pris attache avec l'ancien capitaine des Verts. "Effectivement, je suis en contact avec Achour Djelloul. A l'heure où je vous parle, nous sommes au stade du premier contact. Nous devons nous rencontrer et évoquer les choses. Je devais venir, mais nous avons reporté la réunion en raison du coronavirus", avait déclaré l'APS Anthar Yahia. Antar Yahia (38 ans) avait quitté en novembre dernier son poste de manager général de l'US Orléans (Ligue 2/France). Il avait rejoint Orléans en tant que joueur en janvier 2016 en provenance d'Angers (Ligue 1/France), contribué à l'accession de son équipe en L2 avant d'être désigné manager général au mois de décembre de la même année.

ESPAGNE - FC
BARCELONE
Echec des
négociations
entre le club
et ter Stegen

Le FC Barcelone, actuel leader de la Liga espagnole de football, et son gardien international allemand Marc-André ter Stegen, ne se sont pas mis d'accord sur une prolongation de contrat de deux ans, rapporte lundi le quotidien catalan Sport. Les dernières discussions, début mars, entre le club et les agents de l'international allemand (27 ans), sur la base d'un salaire net de 6,5 millions d'euros annuels, bonus inclus, n'ont pas abouti, précise la même source.

Le contrat de l'ancien portier du Borussia Monchengladbach (Div.1 allemande) court encore jusqu'en 2022.

Les représentants de ter Stegen, en Catalogne depuis 2014, ont refusé la proposition financière du club, même si leur volonté commune est de prolonger.

Après celui de Lionel Messi, c'est le dossier prioritaire du Barça avant le prochain mercato.

A l'instar des autres championnats européens, la Liga espagnole a été suspendue en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). L'Espagne est le deuxième pays européen le plus touché avec plus de 1720 morts, derrière l'Italie qui a dépassé la barre de 5000 décès.

Les clubs de foot brésiliens prêtent leurs installations aux autorités sanitaires

Stades et centres d'entraînement transformés en hôpitaux provisoires: les clubs de football du Brésil, où les compétitions sont paralysées, ont mis leurs installations à la disposition des autorités sanitaires pour contribuer à la lutte contre le nouveau coronavirus.

Dans ce pays de 210 millions d'habitants qui comptait dimanche 1.128 cas confirmés, dont 18 morts, plus de la moitié (12 sur 20) des équipes de première division ont déjà fait ce geste qui intervient au moment où les Etats les plus densément peuplés et touchés par le Covid-19, Sao Paulo et Rio de Janeiro, cherchent des lieux pour y installer des lits en prévision du pic de la pandémie.

Le ministre brésilien de la Santé, Luiz Henrique Mandetta, a estimé vendredi que le nombre de cas du nouveau coronavirus dans le pays augmenterait jusqu'en juillet, et assuré que le gouvernement faisait tout pour éviter l'engorgement du système de santé.

Le ministre a mis en garde contre le risque de saturation du système de santé vers fin avril, mais assuré qu'un tel scénario pourrait être évité si l'ensemble du pays collaborait à l'effort national.

«Nous allons vivre une période très stressante, mais nous allons la surmonter sans nous effondrer», a poursuivi



le ministre. D'après lui «toutes les villes» oeuvrent déjà pour augmenter le nombre de lits, d'unités de soins intensifs et d'autres installations hospitalières pour faire face à la pandémie.

A Sao Paulo, le club de Corinthians a prêté son stade d'Itaquerao pour le transformer en centre de collecte de sang, ainsi que son siège social et centre d'entraînement «pour que les autorités évaluent de quelle manière ils

peuvent être utilisés». De son côté, le Santos a indiqué qu'un hôpital provisoire serait installé dans un des salons de son enceinte de Vila Belmiro.

La mairie de Sao Paulo a également annoncé l'installation de 200 lits dans le stade municipal de Pacaembu afin de désengorger les hôpitaux de la plus grande ville du pays.

A Rio de Janeiro, le Flamengo, club le plus populaire du Brésil, a mis à disposition des autorités sanitaires le my-

thique Maracana, tandis que le Botafogo a fait de même avec le stade olympique Nilton Santos. «Dans cette période sombre, je voulais inviter notre grande nation rouge et noir à faire preuve d'espoir et à travailler pour qu'il y ait des jours meilleurs.

Prenons soin de nos anciens, aidons ceux qui ont le plus besoin de nous », a indiqué dans un communiqué le président du Flamengo, Rodolfo Landim.

Le sélectionneur du Soudan ne veut plus rester à Khartoum

Le sélectionneur du Soudan, le Français Hubert Velud, ne veut plus rester à Khartoum et a écourté le stage de la sélection contre l'avis de la Fédération, qui a demandé la poursuite du regroupement malgré le report des éliminatoires de la CAN-2021 de football en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

«Ici, rien n'a changé. Mon staff technique et moi n'étions pas très favorables à sa poursuite (le stage, ndlr). La Fédération, oui», a déclaré Velud (60 ans) au Monde Afrique, ajoutant qu'il ne veut plus rester à Khartoum à cause du Covid-19 qui a fait un mort au Soudan.

«J'ai décidé d'interrompre le stage et de rentrer en France, surtout depuis que le championnat national au Soudan a été arrêté il y a trois jours», a expliqué l'ex-coach de l'USM Alger et de la JS Kabylie, avertissant que la «Fédération soudanaise doit accepter, sinon, s'il devait y avoir un litige, la FIFA tranchera.

Je ne veux pas être l'entraîneur qui insiste pour continuer les entraînements

et mettre mes joueurs en danger. J'ai une image à défendre».

Le nouveau sélectionneur des «Crocodiles du Nil», arrivé en janvier dernier, regrette aussi l'absence de prise de conscience chez les Soudanais : «Tous se seraient la main. Moi, je les saluais de loin. J'ai fait attention autant que possible, j'ai mis une distance à chaque fois. Mais quand je raconte aux joueurs et aux journalistes soudanais ce qui se passe en France, ça les fait sourire, ils ne me croient pas et ne se rendent pas compte de la gravité de la situation».



«Quand l'épidémie va arriver ici, ça va être n'importe quoi, ce sera la panique générale. Il n'y a pas de lits dans les hôpitaux. Et on va lâcher les joueurs dans la nature. Ils étaient presque plus en sécurité lors du rassemblement que dehors avec leur famille», a conclu le technicien français.

ESPAGNE

La Liga suspendue désormais jusqu'à nouvel ordre



La Fédération et la Ligue espagnoles de football ont annoncé lundi l'arrêt des compétitions tant que la pandémie règne dans le pays. Après avoir

été suspendu dans un premier temps pour deux journées, le Championnat d'Espagne, ainsi que l'ensemble du calendrier national, est à l'arrêt

jusqu'à nouvel ordre, selon un communiqué de la Fédération et de la Ligue, en raison de la pandémie de coronavirus qui a infecté plus de 33

000 personnes dans le pays. Le 15 mars dernier, Javier Tebas, président de la Liga, se disait persuadé que le Championnat irait à son terme, mettant en garde sur de graves conséquences économiques en cas d'arrêt brutal. Avec 33.089 cas et 2.182 morts selon le dernier bilan communiqué lundi midi par le ministère de la Santé, l'Espagne est l'un des pays les plus touchés au monde par cette épidémie.

Naples : Accord trouvé pour Zielinski

Cela fait maintenant plusieurs mois que les discussions ont débuté entre les deux parties. Sous contrat jusqu'en juin 2021, le milieu de terrain Piotr Zielinski a été dur en affaire mais aujourd'hui les négociations ont porté leurs fruits. En effet selon Il Mattino, l'international polonais aurait dit oui pour prolonger son bail avec les Napolitains. Une fois que le football aura repris ses droits, il signera un nouveau contrat de trois ans soit jusqu'en juin 2024.



UN ÉCHANGE PJANIC-ICARDI PROPOSÉ ?

Décidément, la Juventus Turin semble prête à tout pour chiper Mauro Icardi (27 ans, 30 matchs et 20 buts toutes compétitions cette saison) au Paris Saint-Germain. Alors que le club de la capitale part en position de force, et pourra définitivement recruter l'attaquant argentin, prêt par l'Inter Milan, contre 70 M€ en juin, le club piémontais ne perd pas espoir, et se dit prêt à exposer de solides arguments.

D'après Tuttosport, qui en parle dans sa Une ce lundi, la Vieille Dame entend convaincre le PSG en proposant un échange avec le milieu de terrain Miralem Pjanic (29 ans, 32 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison), un joueur souvent envoyé à Paris depuis plusieurs mois. La prudence reste toutefois de rigueur puisque le Corriere dello Sport annonçait récemment de son côté que le Bosnien pourrait être échangé contre le milieu de Chelsea, Jorginho (voir la brève du samedi 21/03). Le suspense demeure entier dans ce dossier. Mais les chances de voir Paris acheter puis céder Icardi dans la foulée paraissent nulles, alors que l'autre attaquant Edinson Cavani partira libre une fois la saison terminée.

MILITAO EN PASSE DE REJOINDRE MOURINHO ?

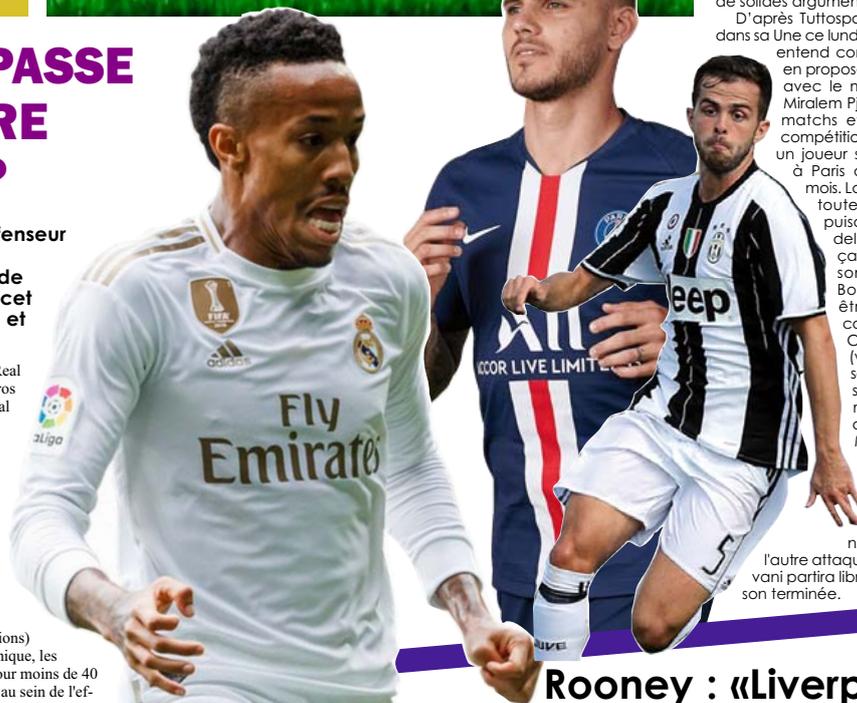
Arrivé cet été à Madrid, le défenseur brésilien Militao connaît des difficultés à s'imposer au sein de la Maison Blanche. Un départ cet été vers l'Angleterre est d'ores et déjà étudié.

Il fait partie des flops de la saison du côté du Real Madrid. Recruté pour près de 50 millions d'euros en provenance du FC Porto, le défenseur central brésilien a atterri cet été dans la capitale espagnole avec l'étiquette du futur grand défenseur qui pourrait potentiellement prendre la place de Sergio Ramos. Pour autant, après huit mois passés à fouler les pelouses de Liga, son avenir semble d'ores et déjà s'écrire de l'autre côté des Pyrénées, au nord de la Manche, en Premier League.

Selon les informations de Sky Sports, José Mourinho, le nouveau coach de Tottenham, lorgnerait sur son cas. Passé par le Real Madrid, le Portugais se verrait bien accueillir le jeune international brésilien (22 ans, six sélections) chez les Spurs. Toujours selon la presse britannique, les Merengues ne souhaiteraient pas s'en séparer pour moins de 40 millions d'euros. De plus, son départ libérerait au sein de l'effectif madrilène une nouvelle place d'extra communautaire, ce qui permettrait à Zinedine Zidane d'intégrer à son groupe Reinier Jesus ou Takefusa Kubo l'an prochain. Une option qui pourrait finalement convenir à toutes les parties !

Le Real veut prolonger Hakimi

Le Real Madrid est décidé à s'inscrire sur la durée avec Achraf Hakimi. Le club de la capitale souhaite prolonger le contrat du défenseur marocain, prêté depuis deux ans au Borussia Dortmund. Dixit le quotidien El Mundo Deportivo, la Casa Blanca veut que le latéral droit de 21 ans rempile jusqu'en 2025, soit trois années supplémentaires. Avec le BVB, Achraf Hakimi a disputé 37 matches toutes compétitions confondues depuis l'ouverture de l'exercice 2019-2020, pour 25 rencontres jouées en Bundesliga.



Rooney : «Liverpool mérite le titre»

Ancienne star de Manchester United et d'Everton, Wayne Rooney s'est rendu à l'évidence : le club de la Mersey mérite d'être champion d'Angleterre. Wayne Rooney en est convaincu : Liverpool mérite de remporter le titre de Premier League, alors que l'interruption de la saison fait planer le doute sur le sacre des Reds. Selon lui, la saison doit reprendre quand la situation le permettra pour que les hommes de Jürgen Klopp soient sacrés et qu'un classement puisse être établi (promotions, relégations, qualifications européennes).

Liverpool n'a aujourd'hui plus besoin que de six points pour assurer mathématiquement son titre de champion, le premier depuis 30 ans, et l'ancienne star des deux plus grands rivaux des Reds (United et Everton) a le sentiment que ce titre est mérité. "Liverpool va remporter la Premier League. [Ils] ont été fantastiques. Ils ont tellement travaillé, ils méritent ce titre. Pouvez-vous imaginer attendre 30 ans et ensuite le voir s'envoler comme cela ? La bonne décision a été prise", a estimé l'ancien international anglais dans les colonnes du Times.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmajid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTENCE- RÉUNION

Le Président de la République préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, lundi au siège de la Présidence de la République, une réunion du Haut Conseil de Sécurité, consacrée à l'examen et au suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus dans le pays, a indiqué un communiqué de la Présidence. "Un communiqué sera rendu public lundi soir sur les procédures supplémentaires à prendre pour faire face à cette pandémie", conclut la même source.



ALGÉRIE-ÉNERGIE

Naftal procède à la désinfection de ses installations, rassure sur la disponibilité des carburants

La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a entamé une vaste opération de désinfection de ses installations y compris les stations-services, a indiqué lundi, le directeur de la communication de la société, Djamel Cherroud, assurant également la disponibilité des produits pétroliers.

"Dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du coronavirus (COVID 19), nous avons lancé une vaste opération de désinfection de nos installations à travers le territoire nationale", a précisé M. Cherroud à l'APS.

Le responsable a expliqué que "cette opération est menée au niveau de tous les centres de stockage et de distribution pour préserver le personnel, mais également au niveau des stations-services pour préserver les clients et la population".

A une question sur l'approvisionnement du marché et la disponibilité des produits pétroliers, notamment les carburants et les bouteilles de gaz-butane, M. Cherroud a assuré que "cette opération n'entravera point la distribution", en rassurant que "Naftal continuera d'approvisionner le marché le plus normalement du monde en cette période". Interrogé sur une éventuelle fermeture des stations-services, le responsable a exclu cette option, précisant que Naftal, filiale du groupe Sonatrach, travaillait en coordination avec le ministère de l'Énergie et Sonatrach,

et cette éventualité "n'a pas été évoquée pour le moment". M. Cherroud a assuré que, même dans le cas où les autorités sanitaires mettront en confinement des wilayas ou des régions abritant des installations de Naftal, la Société approvisionnera les populations concernées par les produits pétroliers nécessaires (gaz butane) à partir de ses centres de stocks et distribution limitrophes.

Dans ce sens, il a expliqué que Naftal a mis en place une cellule de crise au niveau central, ainsi que d'autres au niveau régional, et qui se réunissent d'une façon permanente par vidéo-conférence, pour gérer cette situation, en collaboration avec les directeurs de l'énergie des wilayas.

Ainsi, a-t-il dit, la société agit par "scénarios évolutifs", et, à chaque scénario, "elle prend les dispositions nécessaires pour s'adapter à la situation, en faveur des citoyens, et conformément aux orientations des pouvoirs publics".

Par ailleurs, au niveau interne, Naftal a pris plusieurs mesures et dispositions pour préserver la santé de ses travailleuses et travailleurs, à l'image de la suspension de l'accès à tous les sites de la société aux stagiaires, apprentis, visiteurs, personnes étrangères à l'entreprise jusqu'à nouvel ordre. La Société a également exigé le nettoyage des mains au gel hydroalcoolique et le port des masques

de protection aux missionnaires et aux caissiers des stations-service à l'entrée du site et ce, durant toute la période de la visite, ainsi que de restreindre à cinq (05) au maximum le nombre de personnes dans les réunions de travail ou autres rencontres, ayant un caractère strictement indispensable.

La société a encouragé son personnel à favoriser la messagerie électronique dans les échanges de courriers et a ordonné de limiter, au strict nécessaire, les réunions de travail, les déplacements vers les autres bureaux et structures, ainsi que l'interdiction des attroupements. Elle a aussi décidé de distribuer, en toute urgence, les équipements et protection individuelles spécifiques aux corps médical et paramédical relevant de ses structures.

Le pointage digital et les cantines ont été momentanément suspendus chez Naftal qui a également décidé, conformément aux décisions des pouvoirs publics de mettre en congé une partie de son personnel, notamment les femmes enceintes et celles ayant à charge des enfants à bas âge, ainsi que les personnes souffrant d'une maladie chronique. Pour les cas suspects (Infection respiratoire, ?èvre...) détectés au niveau d'un site, Naftal a décidé qu'ils doivent être immédiatement traités par le médecin du site, isolés et protégés par un masque chirurgical.

ALGÉRIE - COMMUNICATION

Le Président Tebboune ordonne au ministre de la Communication d'interdire la diffusion de toutes statistiques en dehors du ministère de la Santé

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné au ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement de prendre toutes les mesures pour interdire la diffusion de toutes statistiques sur la situation des cas atteints du Coronavirus à travers le pays, en dehors du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, étant "l'unique instance habilitée à le faire en coordination avec le ministère de la Communication".

Le Président Tebboune a condamné avec force "les plumes et voix qui s'élèvent uniquement pour verser dans l'alarmisme, semer le doute et saper le moral du citoyen", a indiqué un communiqué de la Présidence de la République rendu public au terme de la réunion du Conseil des ministres. Par ailleurs, le Président de la République a réitéré ses vifs remerciements à tous "Les fonctionnaires de la santé, parmi les spécialistes, les médecins et le corps paramédical ainsi que la protection civile, les agents de l'Etat et le mouvement associatif et les services de sécurité pour leurs efforts consentis

dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie et la préservation de la santé du citoyen".

Il a affirmé, dans ce cadre, que "leurs efforts et leurs sacrifices ne seront pas vains, car l'Etat qui est, aujourd'hui, fier d'eux leur sera grandement reconnaissant, demain, lorsque la crise s'estompera et que la vie reprendra son cours normal".

De même qu'il a présenté ses remerciements aux initiateurs "pour leurs bons actes, qu'il s'agisse du nettoyage des rues, de la désinfection des espaces et lieux de rassemblements, de la dénonciation des spéculateurs ou de leur contribution par leurs recherches dans les laboratoires", saluant tout "effort visant à faire prévaloir l'intérêt de la Nation en cette conjoncture difficile et toute mesure préventive prise pour protéger sa personne et sa société". "L'Etat se prépare à toutes les éventualités pour interdire et lutter contre la propagation de la pandémie que nous surmonterons, avec l'aide de Dieu, en faisant preuve de calme, de solidarité, de discipline et de patience", a conclu le président de la République.

TRANSPORTS

L'ETUSA organise un programme de transport spécial au profit du personnel de la santé de la wilaya d'Alger

L'ETUSA organise à partir de lundi un programme spécial de transport du personnel de la santé et paramédical des hôpitaux de la wilaya d'Alger et ce dans le cadre des mesures d'urgences visant l'organisation du transport du personnel de la santé pendant cette phase de lutte contre le coronavirus, à indiqué dimanche soir l'entreprise dans un communiqué. "L'Etusa informe l'ensemble du personnel des structures médicales qu'un transport spécial est organisé à compter de demain 23 mars 2020 à 6h 00 du matin et ce conformément au plan de transport suivant:

- HARRACH/ROUIBA PAR LA RN 05/ 1ER MAI
- 06/ Eucalyptus- EL HARRACH
- 1ER MAI/BEN AKNOUN
- 07/ Dergana- 1ER MAI/ EL HARRACH
- 08/Zeralda- 1ER MAI / BEN AKNOUN/PLACE DES MARTYRES
- 09/Rouiba- 1ER MAI/ EL HARRACH
- 10/ Baraki- 1ER MAI.

Pour la journée de demain les grandes stations d'Alger seront des services vers les structures de santé et un réseau de correspondance sera organisé. Cette organisation mise en place par l'ETUSA vise à permettre à l'ensemble du personnel des hôpitaux de se rendre à leur lieux de travail et sera améliorée au courant de la journée. Pour faciliter la tâche à nos agents nous prions les utilisateurs de ce réseau spécial de présenter une carte d'identité professionnelle. Ce transport est strictement interdit aux autres usagers".

- 01/Place du premier mai - ZERALDA / DOUERA/ BIRTOUTA/ BARAKI/ EUCALYPTUS/REGHAIA
- 02/ Place des martyres- ZERALDA par chevalley/ZERALDA par staoueli/ DOUERA/BIRTOUTA/BARAKI/EL HARRACHC par zemirli/BADJARRAH par parnet.
- 03/ Ben aknoun- 1er MAI/ZERALDA/ DOUERA par Baba hassan/ BARAKI/ BADJARRAH/ BIRTOUTA
- 04/ EL-harrach- 1er MAI/ EUCALYPTUS/BARAKI
- 05/ Ain Taya- ROUIBA-HUSSEIN DEY- 1ER MAI/EL

Condoléances

Le Directeur Général, ainsi que l'ensemble des personnels du quotidien national DKNews, très peints par le décès de Azzedine BOUKERDOUS, ancien directeur général du quotidien national ECHAAB, présentent à sa famille leurs sincères condoléances et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie. Puisse Dieu Le Tout Puissant lui accorder Sa Sainte Miséricorde et L'accueillir en Son Vaste Paradis

APS

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Destruction de 12 casemates pour terroristes à Batna

Douze (12) casemates pour terroristes et 5 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites dimanche à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée dans

la zone de Beni Foudhala à Batna en 5e Région Militaire, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 22 mars 2020, douze (12) casemates pour terroristes, cinq (5) bombes de confection artisanale, ainsi que des effets vestimentaires et divers autres objets", a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP "ont arrêté, à Djanet en 4e Région militaire (RM), 264 individus et saisi 12 marteaux piqueurs, 16 groupes électrogènes et un camion chargé de mélange de pierres et d'or brut", tandis que des éléments de la Gendarmerie Nationale et des Garde-frontières "ont saisi 11.891 comprimés psychotropes, et ce, lors de patrouilles distinctes menées près des

frontières à Tébessa en 5e RM et El-Oued en 4e RM". D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé, à Chlef en 1e RM, 3 narcotrafiquants en possession de 9,5 de kif traité, alors que 25 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen en 2e RM et Djanet en 4e RM".